faut se battre pour se faire exploiter par Vinci. Eh oui le dispositif «du travailleur détaché», n'est pas compatible avec le triptyque de Locarn. On va retrouver très prochainement cette confrontation organisée à l'œuvre dans notre coin avec l'arrivée des trois mille travailleurs détachés d'ITER, apparemment vers mai-juin, après les élections. On les attend, et il est prévisible que les autorités négocieraient le même type de compromis au rabais si des actions menaçaient de fédérer un peu trop de protestataires.

Mais je ne vous ai parlé ni des grenouillements browniens des groupuscules factieux, ni des rumeurs délirantes, de rien qui fait le buzz médiatique. Nul je suis, j'arrête. Portez-vous bien.

Laconique

La magnifique vallée du Tescou est menacée par un projet de barrage

En bordure de la forêt de Sivens à 10 km de Gaillac (Tarn), c'est 35 hectares de zone humide, forêt et bouilles* qui doivent être noyées pour satisfaire les besoins de l'économie capitaliste: un gros chantier pour une grosse entreprise (la CACG -Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne-) et de l'eau à profusion pour favoriser l'agriculture intensive. 18 hectares classés «zone humide» sont concernés, ainsi que de la forêt. Parmi les nombreux animaux sauvages qui y vivent, on compte une centaine d'espèces «protégées»!

Le projet est financé intégralement par des fonds publics (dans les 10 millions d'euros) et doit servir uniquement des intérêts privés. Il a été mené en contournant les lois trop contraignantes et en jouant sur les chiffres pour fausser les dossiers. Les alternatives proposées ont été occultées par les politiques qui ont scrupuleusement suivi les consignes de leurs amis affairistes.

Depuis le 23 octobre 2013, nous occupons la métairie neuve, une ancienne ferme. Durant le mois de novembre, plusieurs tentatives de déplacement d'espèces ont pu être empêchées grâce à notre présence sur place et nos interventions de blocage non-violent. On s'attend à ce que les opérations reprennent dès le début du mois de février. Le projet est peu connu par la population locale qui n'a presque pas été informée, mais le potentiel de soutien est grand. Un gros travail de communication reste à faire.

Depuis le dimanche 19 janvier 2014, **le collectif «Tant qu'il y aura des bouilles» appelle celles et ceux qui refusent ce monde à venir construire dans les arbres et habiter la zone pour bloquer le projet jusqu'à son annulation!**

Cette démarche de désobéissance se veut intégralement non-violente et l'occupation se fait dans un esprit d'intégration écologique et sociale. Les courtes visites seront appréciées autant que les longs séjours.

Ami-e-s de lutte, ami-e-s bâtisseuses et bâtisseurs de nouveaux mondes, rejoignez-nous!

Collectif Tant qu'il y aura des bouilles. La Métairie Neuve
le dimanche 19 janvier 2014

* bouilles : terres humides sans valeur financière

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7
Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103
Briançon 101.4 - Embrun 100.9
Gap 106.3 - Aix en Provence 88.1
site oueb: http://www.radiozinzine.org

Plus on est vivant, plus on les emmerde

Jeudi 23 janvier dans l'après-midi, à la ferme que l'on occupe dans le cadre de la lutte contre le projet de retenue de Sivens (Tarn), les deux copines qui étaient là voient un individu manier bruyamment sa tronçonneuse près des chevaux, à 150m de la Métairie Neuve. Donc elles vont voir.

Quand elles sont en bas, arrivent par la route en provenance de Barat six voitures avec plaques d'immatriculations masquées. Une vingtaine de cagoulés en descendent et commencent une dévastation éclair de l'intérieur de la ferme sous les ordres d'un chef cagoulé: démontage et cassage des huisseries, destruction de la régulation solaire, destruction d'un bout de toiture, puis arrosage avec un puissant répulsif, à renard peut-être, dans toutes les pièces. Un coup de clairon, les sauvages masqués repartent, après avoir dégonflé les pneus des voitures garées. L'opération a duré 4 minutes.

Cette organisation tient à rester secrète puisqu'en plus d'avoir le visage masqué, elle ne détruit pas d'affaires personnelles de valeur, pour éviter les plaintes. Visiblement, le Conseil général du Tarn – qui porte le projet de barrage – n'a pas l'air de vouloir porter plainte non plus; on saccage une de ses propriétés, mais ces gestionnaires du bien public n'ont pas l'air de s'en émouvoir. Cela n'a pas non plus l'air d'inquiéter le commandant de gendarmerie, qui dans une interview à France 3, émet un doute sur le témoignage des copines: lui n'a vu personne de cagoulé dans des voitures aux plaques d'immatriculation masquées... Zut alors! Le procureur de la République lui-même -c'est quand même pas un fait divers banal- a peut-être vu le reportage de France 3, l'article de la «Dépêche du Midi», il pourrait donc décider de lancer une enquête pour trouver qui se cache derrière ces méthodes aux allures de «barbouzeries». Mais visiblement, tous ces gens n'ont pas l'air d'être intéressés pour savoir l'identité des vandales. Par contre, pour nous, les gendarmes relèvent nos plaques minéralogiques, essaient d'en savoir plus sur nous, et les agents de renseignements de la Préfecture circulent parmi nous dès qu'on est nombreux. Et après cela, ils nous servent le discours de la neutralité quant au sujet du barrage de Sivens... On digère mal ce genre de double langage!

Ces choses sont loin d'avoir entamé notre détermination et notre enthousiasme. Deux jours plus tard, nous avons participé à la construction d'une cabane de lutte en bas de la vallée, près de la digue qu'ils croient pouvoir construire. Dans une ambiance indescriptible, les travaux se sont poursuivis à la lampe jusque tard le soir. Puis dimanche, suite à l'appel à venir sur la zone, nous étions parmi une centaine, avec une ambiance de «Notre-Dame-Des-Landes», en plus petit, bruits de marteaux, accordéons. Un groupe de naturalistes a visité la zone humide, on a discuté de faune et de flore tout en découvrant ici et là les traces de vandalisme, dont un arbre abattu, laissées auparavant par les voyous cagoulés.

La CACG (Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne) croit et essaie de faire croire aux autres que les «anti-barrage» ont une vision «carte postale» du paysage et que leur combat prend ses racines dans une certaine nostalgie du passé, une attitude fuyant leur modernité. Dans sa mentalité d'occidental pressé, l'homme qui conduit ces machines qui crament du rouge et remodèlent le sol comme on claque des doigts, ce paysage a l'air statique. Or ce

paysage de zone humide est en constante évolution, ce sont des processus dynamiques, s'adaptant en permanence aux nouvelles conditions. Ces écosystèmes n'ont pas attendu la CACG pour s'adapter aux variations de débit du Tescou l'été par rapport à l'hiver. Ils sont bien plus complexes que la plus compliquée des machines humaines prétendument «modernes».

A court terme ici, les arrêtés préfectoraux permettraient à la CACG de débuter les travaux au 1er février, donc dès lundi prochain. Nous sommes déterminés à empêcher de poursuivre les vandalismes légaux et illégaux. Nous n'assisterons pas sans nous y opposer au processus de destruction de notre espace vital par le virus de la mentalité occidentale cupide et pressée. Nous n'avons pas d'autres choix que de bloquer le virus car un virus n'a pas conscience du «tout» qui l'héberge: le virus détruira son hôte et tous celles et ceux qui vivent avec et par lui. Si nous ne l'arrêtons pas ce virus, rien en lui ne l'arrêtera, il n'est pas autorégulé. Nous voulons que les faiseurs de projet, cagoulés ou pas, soient mis hors d'état de nuire à l'ensemble de la collectivité avec ce projet de barrage, nous ne sommes ni haineux ni méprisants. Nous cherchons à adapter nos moyens aux conditions du moment, pour l'intention que nous avons de vivre ensemble et donc de ménager notre hôte: la Terre.

Dans ce lieu, partout ailleurs, en lien, plus on est vivant, plus on les emmerde.

Le barrage c'est toujours non!

.... Des individus se foutant pas mal de leur réput'; depuis la vallée du Testet, 27 janvier 2014

Pour plus d'info:http://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/

Du braquage au violon

Nous avons le plaisir de vous informer de la sortie prochaine, le 14 février, du troisième titre de la collection «À l'Ombre du maguey»: *Du braquage au violon. Quand la musique abat les murs,* de Juan et Samuel Guzmán Cuevas, un documentaire accompagné d'un livre sur les prisons au Mexique, traitées au travers de la création musicale des détenus.

La souscription du DVD+livre est ouverte jusqu'au 10 février, date jusqu'à laquelle vous pouvez le commander à prix réduit (15€). Pour bénéficier de la souscription, merci de remplir et de nous renvoyer le bon en pièce jointe à: Éditions CMDE, 43 rue bayard, 31000 Toulouse.

Le documentaire a été tourné dans cinq prisons de Mexico. Les réalisateurs suivent sept protagonistes, détenus ou ex-détenus, qui partagent la passion de la musique. Quelle place occupe cet art dans leur expérience de détention? À travers la narration des détenus, nous suivons des parcours différents et recomposons au fil des histoires l'image de la prison, les motifs qui attisent cette passion musicale: l'espoir de la liberté et l'art comme forme d'évasion.

La musique joue un rôle déterminant dans leur réclusion et leur quête de liberté. Le film nous montre comment ils composent, donnent des cours, jouent ou apprennent à jouer un instrument. La musique est au cœur de leur vie. En liberté ou en détention, elle leur permet de gagner leur vie. Rock, Rap, Ranchera, Salsa: tous les genres composés en prison sont «Canero» (qui vient de «la cana», la prison en argot mexicain). Ce langage règne à l'intérieur et nous révèle la quotidienneté des artistes en prison.

Il s'agit d'un documentaire d'importance car un des rares qui existent sur la prison au Mexique. Il est le fruit d'un travail de deux ans et d'une réalisation collective. Ces dernières années, le voile commence à être levé sur la vie adentro (à l'intérieur). Plus de cinq documentaires sont apparus sur les prisons au Mexique: les conditions qui y règnent, l'impunité du système judiciaire et carcéral. Au Mexique la présomption de culpabilité est la règle. La logique du «tout enfermement» y est mise en œuvre par les institutions et dénoncée de manière grandissante par la société civile. Dans ce contexte, les réalisateurs tentent de retracer le quotidien des détenus, de donner la parole à ceux qui d'habitude ne l'ont pas, et laissent entrevoir cet univers au spectateur pour établir un lien entre l'intérieur et l'extérieur.

Le CMDE souhaite défendre le film en assurant dans un premier temps sa diffusion en salle de cinéma, puis dans des librairies et espaces culturels.

Informations sur le film

Un film réalisé par **Samuel Guzmán Cuevas**

Production **En La Linea producciones**

1h25 - couleurs - Mexique - 2011

Le documentaire a été sélectionné en septembre 2011 dans le Festival international de documentaire «DOCS DF» à Mexico, dans la catégorie Hecho en Mexico («fait au Mexique»), puis en avril 2012 il a reçu le prix spécial du public au Festival «Contra el silencio, todas las voces».

Blog du documentaire: mpd1a.blogspot.com

Site du documentaire: www.mpd1a.com

Editions CMDE - 43 rue de Bayard 31000 Toulouse - contact@editionscmde.org

Pour plus d'informations sur Du braquage au violon: http://www.editionscmde.org/A_l_ombre_du_maguey/Du_braquage_au_violon.html

Projection-rencontre: Ne vivons plus comme des esclaves

L'association Agate, armoise et salamandre - corps et politique et Radio Zinzine vous invitent à la projection du film «Ne vivons plus comme des esclaves!».

Le 12 février salle Pierre Michel, à partir de 19 h (avec repas prix libre) Forcalquier.

Un **film tourné en Grèce**, sorti en septembre 2013 de Yannis Youlountas. Il nous emmène à l'intérieur de la «crise» et de la révolte grecque. Il nous fait rencontrer les femmes et hommes qui commencent à prendre en main leur vie en créant des projets collectifs, autogérés dans tous les domaines: santé, alimentation, médias, éducation, etc., dans une recherche pour sortir de la société marchande

Radio Zinzine Info
F - 04300 Limans
Tél.: +04 92 73 10 56
Fax: +04 92 73 16 15
e-mail: info@radiozinzine.org
site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire
Com. Paritaire N°0214G87780
ISSN: 1248-2951
Directeur de Publication: Jean Duflot
Edité et imprimé par l' Association Radio Zinzine
Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:
17 € pour 6 mois
32 € pour 1 an
Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

LES AMIS DE LA TERRE
MIDI-PYRÉNÉES

Nouvelle adresse : 36 rue Bernard Mulé 31400 Toulouse
Nouveau tél : 07 81 90 49 93
Courriel : midipyrenees@amisdelaterre.org
sites : http://amisdelaterremp.free.fr/ et www.amisdelaterre.org

LA FEUILLE VERTE

Janvier-Février 2014 **n° 238**

Barrage de Sivens : un projet d'intérêt général ?

par Sébastien Sajas

Le projet de « **retenue Sivens** » se situe dans l'Ouest du Tarn (commune de Lisle sur Tarn, à 10 km environ de Gaillac), sur la partie sauvage et préservée de la rivière du Tescou (affluent du Tarn). Le barrage serait construit le long de la forêt de Sivens, en aval du lieu-dit de Barat, sur des Espaces Boisés Classés (EBC) et dans la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF). 29 hectares, soit 60% de l'emprise d'acquisition de la retenue (48 ha), sont boisés (friches, peupleraies, vergers de résineux, taillis...). Il ennoierait la **zone humide du Testet**, dernière zone humide d'importance du bassin versant du Tescou, qualifiée par la DREAL comme faisant « partie des **zones humides majeures du département du point de vue de la biodiversité** ». D'une capacité établie à **1,5 millions de m^3**, les mesures approximatives de la retenue seraient : 1,5 km de longueur, 230 m de large, 48 ha de surface d'emprise du projet, environ 4 m de profondeur à plein. La hauteur du mur au-dessus du terrain naturel serait de 12,8 m. Le projet serait financé à **100 % par des fonds publics (7 806 000 €HT pour l'investissement)**. Les financeurs prévus sont le maître d'ouvrage (le Conseil Général du Tarn, avec une participation à venir du CG du Tarn-et-Garonne également), l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, la Région Midi-Pyrénées et l'Europe.[1]

Une des dernières zones humide du Tarn : un milieu écologique important à protéger

Les zones humides sont d'importants **réservoirs de biodiversité** et ont un **pouvoir d'épuration** important, filtrant les polluants. Elles contribuent également au **renouvellement des nappes phréatiques** et stockent naturellement le carbone, contribuant à limiter l'impact des activités humaines émettrices de CO^2. Par ailleurs, elles **protègent des crues comme des sécheresses par leur capacité à accumuler l'eau et à la restituer en période sèche.** De plus, les zones humides ont également des **valeurs culturelles, touristiques, éducatives, scientifiques et patrimoniales**.

Selon le site du ministère du développement durable, on a assisté, depuis le début du XX^{ème} siècle, à la disparition de 67 % de leur surface sous la conjonction de trois facteurs : **l'intensification des pratiques agricoles, des aménagements hydrauliques inadaptés, la pression de l'urbanisation et la construction des infrastructures de transport**. Malgré un ralentissement de leur régression depuis le début des années 1990, lié à une prise de conscience collective de leur intérêt socio-économique, les zones humides sont parmi les milieux les plus dégradés et les plus menacés (à la fois du point de vue des surfaces concernées et de leur état de conservation).

Samedi 22 février - Manifestation nationale contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

Heure et lieu exact à préciser

La zone humide du Testet est la **dernière zone humide d'importance du bassin versant du Tescou.** Elle représente une superficie de 18.8 hectares dont 12.7 (68%) sont situés dans l'emprise du projet de barrage. Elle est composée, d'une part, d'une large **ripisylve** (ou forêt riveraine) qui borde le Tescou, avec en majorité des aulnes, des saules, des frênes. Et, d'autre part, de **prairies permanentes naturelles** qui sont actuellement mises à disposition de deux agriculteurs pour pâturage. Ce site abrite également une riche biodiversité avec la présence **d'espèces végétales et animales dont certaines bénéficient de mesures règlementaires de protection.** Selon la DREAL (dans son analyse technique de la demande de dérogation à la loi protégeant les espèces protégées), le site est, en effet, caractérisé par la présence de nombreuses espèces animales protégées : 7 espèces d'insectes, 7 espèces d'amphibiens, 7 espèces de reptiles, 42 espèces d'oiseaux, 18 espèces de chiroptères, 1 espèce de poisson. Si vous souhaitez plus d'informations sur cette zone humide, vous pouvez consulter le site du réseau **SAGNE** [2], programme régional financé par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, la Région Midi-Pyrénées, le Ministère de l'Ecologie et l'Europe, qui a pour objectif de « contribuer à la conservation des zones humides du Tarn, patrimoine d'intérêt collectif ». On soulignera, au passage, la **politique incohérente** de ces institutions qui financent ainsi la protection des zones humides et débloquent en parallèle d'importants fonds pour des projets qui les détruisent comme le barrage de Sivens. Malheureusement, ceci n'est que la partie immergée de l'iceberg des incohérences et des manipulations qui caractérisent ce dossier

[1] Chiffres issus du site du *Collectif du Testet*

[2] http://www.rhizobiome.coop/reseau-sagne-tarn/presentation-du-reseau/

Barrage de Sivens : les opposants au projet évacués ce jeudi matin

La Dépêche 27/02/2014

Barrage de Sivens : les opposants au projet évacués ce jeudi matin

Les opposants au projet d'un barrage dans la forêt de Sivens, à Lisle-sur-Tarn, ont été évacués du site ce jeudi matin par les forces de l'ordre.

L'évacuation a commencé ce matin, dès 8 heures. Cette opération a pour but, selon la préfecture du Tarn, de procéder « à l'expulsion des opposants, installés illégalement sur site ». Une intervention réalisée « en application d'une ordonnance rendue le 30 janvier 2014 par le président du Tribunal de Grande Instance d'Albi, et à la demande du Conseil général du Tarn, maître d'ouvrage ».

Les opposants au projet du barrage de Sivens sont en effet installés sur le site depuis juin 2013. Réunis autour du collectif « Tant qu'il y aura des bouilles », ils tentent de « défendre la zone » et d'empêcher le début des travaux, comme le font les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes à Nantes. La forêt de Sivens est selon eux « la zone humide la plus importante du département ». La détruire aurait des conséquences fâcheuses sur l'environnement.

Un autre collectif, intitulé « Sauvons la zone humide du Testet », dénonce pour sa part un coût de 8 millions d'euros pour la réalisation du barrage, qui ne bénéficierait qu'à une vingtaine d'irrigants pratiquant l'arrosage intensif.

Pour « Stopbarragesivens », cette expulsion montre « que les promoteurs du projet entendent passer en force en débutant les travaux dès que possible, tout en restant sourd et méprisant face à toute forme de médiation (notamment vis-à-vis de l'appel à un moratoire sur le projet, porté par de nombreuses forces politiques, syndicales et associatives)".

La préfecture a quant à elle déclaré le projet d'intérêt public et général. Elle estime que "cette expulsion doit permettre notamment la réalisation des mesures indispensables de protection de la faune prévues avant le début des travaux" de la retenue envisagée sur le Tescou, "que la présence des opposants sur site rendait impossible jusqu'à présent".

La Dépêche du Midi

Lisle-sur-Tarn. Expulsion des opposants au barrage de Sivens

La Dépêche du 28/02/2014

Durant toute la matinée d'hier, les opposants ont fait face aux forces de l'ordre qui démontaient leur campement. Ils se sont finalement installés sur un autre terrain de l'autre côté de la route . / Photo DDM, P.G. Un escadron de gendarmerie mobile est venu épauler la compagnie de Gaillac./ Photo DDM, P.G.

Plus d'une centaine de gendarmes dont un escadron de gendarmes mobiles étaient mobilisés, hier, pour procéder à l'expulsion des opposant au barrage sur le site de Sivens.

Pour la préfète du Tarn comme pour le conseil général, le débat sur l'intérêt du barrage de Sivens pour le Tescou est clos. L'enquête publique a permis à chacun d'exprimer son point de vue. Il faut désormais débuter le chantier. Mais c'est sans compter sur la mobilisation d'opposants au barrage qui, à l'image du projet de Notre-Dame-des-Landes, ont organisé l'occupation du site jugé «inutile, surdimensionné et dispendieux».

Occupation illégale

Depuis plusieurs mois, ils sont une bonne dizaine à se relayer sous l'appellation du collectif «Tant qu'il y aura des Bouilles» aux côtés du collectif du Testet qui agit plutôt sur le terrain juridique. Ils ont occupé la métairie, une ancienne ferme appartenant au conseil général jusqu'à ce qu'un commando pro barrage, cagoulé pour certains, ne saccage le lieu. Le conseil général avait alors porté plainte contre les squatteurs et le commando. L'enquête est en cours.

Les Bouilles avaient ensuite installés leurs cabanes de bois, caravanes et chapiteau sur un autre terrain du conseil général. Mais hier matin , un huissier s'est présenté, accompagné d'un escadron de gendarmes mobiles d'Orléans et de militaires de la compagnie de gendarmerie de Gaillac; soit au total près de 110 hommes. Il était muni d'une ordonnance d'expulsion du TGI d'Albi demandée par le conseil général, maître d'ouvrage du projet. La vingtaine d'opposants présents n'a pas résisté. Sous la protection des gendarmes, une pelle mécanique a abattu la plus grosse cabane pendant que des agents du département démontaient le chapiteau.

Une interpellation

Si la gendarmerie avait bloqué tous les accès routiers, elle ne pouvait empêcher les opposants de passer, à pied, par la forêt. D'une vingtaine en début de matinée, ils se sont assez vite retrouvés à près de 80 personnes.

Repoussés sur la route, ils ont commencé à monter un nouveau campement sur une parcelle de terrain appartenant au Ministère de l'Agriculture. Le directeur de cabinet de la préfète, présent sur les lieux, confirmait qu'il ne pouvait intervenir de ce côté de la chaussée. Il fallait attendre une nouvelle ordonnance d'expulsion qui a été demandée.

Vers 11 heures, le face-à-face prenait une tournure plus agitée. Deux ou trois opposants parvenaient à monter sur la pelle mécanique entraînant les autres. Les forces de l'ordre tentaient de reconstituer le périmètre de sécurité manu militari. Des jets de gaz lacrymogène dispersaient les opposants ; L'opération se soldait par une interpellation. Le calme revenait quelques minutes plus tard.

Une fois l'ensemble du campement nettoyé, les gendarmes pouvaient lever le dispositif. Laissant derrière eux une nouvelle occupation du site. Jusqu'à la prochaine expulsion.

Une vision différente de l'agriculture

Dans un communiqué, la préfète du Tarn a tenu à justifier la décision d'expulsion. «Le projet de barrage de Sivens s'intègre dans le plan de gestion des étiages du bassin du Tescou (...) Il s'agit donc d'un projet indispensable pour le maintien d'une activité économique en milieu rural. L'ouvrage permettra de répondre à une préoccupation environnementale majeure : la restauration du fonctionnement naturel du cours d'eau et des milieux aquatiques. La restauration des débits est essentielle pour l'environnement alors que les déficits hydriques s'accentuent d'année en année. À cet égard, cette expulsion doit permettre notamment la réalisation des mesures indispensables de protection de la faune prévues avant le début des travaux, que la présence des opposants sur site rendait impossible jusqu'à présent.»

De leur côté les opposants ont décidé de contester cette ordonnance devant le tribunal, ce matin à 11 heures. Il pourrait aussi s'inviter à la session du conseil général.

Tant chez les Bouilles qu'au sein du collectif du Testet, on estime toujours que le débat public n'a pas eu lieu ou tout du moins a été tronqué par les études de la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne. D'où la demande d'un moratoire. Des députés européens écologistes soutiennent cette initiative comme les élus tarnais du parti de gauche.

Au-delà du coût du projet (8 millions €) et de la préservation de la zone humide, c'est un modèle agricole qu'ils contestent. Avec le dernier arrêté complémentaire pris par la préfecture, les responsables du projet ont jusqu'au 31 mars pour réaliser les captures d'espèces et la déforestation du site.

La première expulsion qui s'est déroulée hier montre bien que les pouvoirs publics ont bien l'intention de débuter le chantier comme l'attendent les pros barrages. Mais les opposants semblent eux aussi décidés à maintenir la pression.

P.G

****

Barrage de Sivens : des élus avec les anti-barrage

Publié le 04/09/2014 à 07:51

Lisle-sur-Tarn (81)

Élus et anti-barrage s'opposent à l'avancée du convoi./ Photo DDM, P.G.

Le déboisement sur la zone humide s'est accéléré avec l'arrivée des engins. L'opposition reste vive et des élus sont venus exprimer leur souhait de revoir la copie du projet.

Les engins de chantier sont entrés en action, hier, sur le site de la zone humide où doit se réaliser le barrage. De quoi accélérer sérieusement la cadence du déboisement malgré la présence dans les arbres des opposants.

L'arrivée de ces engins en convoi, escortés par les forces de l'ordre, a donné lieu à de nouveaux face à face plus ou moins musclés au passage des barricades. Depuis hier, le chantier avance désormais sur deux secteurs des 42 ha concernés. De nouveaux opposants sont arrivés sur le site. Mais leur lutte contre le projet du conseil général passe surtout par la voix. «Pourquoi dépenser autant d'argent pour ce barrage, alors que l'on n'est pas capable de financer les livres scolaires de nos enfants», crie une manifestante.

En fin d'après-midi, ce sont des élus qui sont venus se rendre compte de l'avancement du chantier. Du moins, lorsqu'ils ont eu l'autorisation des forces de l'ordre d'accéder aux zones concernées. Gérard Onesta (EELV), le vice-président du conseil régional Midi-Pyrénées était accompagné de deux autres conseillers régionaux, le Vert Guillaume Cros et le Front de gauche Guilhem Serieys. Des conseillers généraux étaient également présents avec Rolland Foissac (PC) et Jacques Pagès (Div G). Ce dernier, s'il salue la politique sur l'eau et l'environnement menée par le conseil général, estime par contre que ce projet date d'un autre temps. «Il a trente ans de retard». Roland Foissac réclame de son côté un moratoire. En fin de journée, tous ses élus se sont opposés aux forces de l'ordre lorsqu'elles ont décidé de faire traverser le convoi juste devant le camp des opposants plutôt que de reculer. Une première discussion avait donné lieu à un accord. Mais les gendarmes ont argué de l'impossibilité pour l'engin de tourner, pour revenir sur leur décision. Ce revirement entraînant 10 minutes de cohue et de bousculade. Jacques Pagès a un peu disparu sous un camion puis a goûté au fossé avant que le calme ne revienne. Finalement, le convoi est passé sous les huées mais sans heurt.

Les opposants occupent des locaux de la CACG à Toulouse

«On nous vire de la forêt de Sivens, alors on s'installe dans les bureaux de ceux qui détruisent la forêt», explique Camille. Nez rouge sur le visage, une dizaine d'opposants au projet de barrage de Sivens ont occupé, hier après-midi, les bureaux toulousains de la compagnie d'aménagements des coteaux de Gascogne (CACG), installés sur la commune d'Auzeville-Tolosane (**photo ci-contre)**. La CACG est le maître d'œuvre et l'exploitant de ce chantier de 10 M€. Sur les tracts, distribués dans les bureaux des sociétés voisines, les opposants contestent «l'utilité publique du projet». «Une centaine d'espèces d'animaux protégées, dont cinq menacées, vivent dans la zone humide qui sera noyée par le barrage pour satisfaire les besoins d'une économie capitaliste», assurent les opposants. Contactés, hier, les responsables de la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne n'ont pas souhaité faire de commentaire sur cette occupation. , Après une longue discussion, les anti-barrage ont obtenu une rencontre, ce jeudi du côté de Lisle sur Tarn, avec les responsables de la CACG. ils ont levé le camp de leur plein gré vers 17h15.

Fabrice Vironneau

****
www.reporterre.net/spip.php?article6417

Choses vues au Testet

Hervé Kempf (Reporterre)

lundi 13 octobre 2014

Au Testet, les gendarmes habillés comme s'ils intervenaient en Irak montent la garde. Le chantier de destruction continue. Les zadistes sont fatigués, mais bien présents, et ne lâchent pas malgré la répression, tandis que la mobilisation grandit dans la région. Rendez-vous le 25 octobre pour une grande manifestation sur place.

L'Isle-sur-Tarn, reportage

Je suis passé sur la Zad du Testet, dans le Tarn, jeudi 9 octobre. J'y suis resté quelques heures, accompagné de Ben Lefetey, du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, et de quelques autres opposants. Le soir, j'ai participé à un débat public au Café Plum, à Lautrec, à environ une heure de route du lieu du projet de barrage. Le bourg compte environ 1.700 habitants. Près de cent personnes se sont retrouvées dans le Café pour s'informer et discuter de Notre-Dame-des-Landes et du Testet.

On parvient au site par la départementale D 32 dans la vallée du Tescou. Le camp de la Zad (zone à défendre) est installé sur un grand champ, qui est au bout du lac artificiel de trente-deux hectares que veut créer la CACG (Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne) et divers officiels, dont le président du Conseil général du Tarn, Thierry Carcenac. Une cinquantaine de personnes y vivent, occupant le lieu.

Le camp est organisé autour d'une ferme abandonnée, La Métairie, qui a été restaurée par les zadistes. Ils y rangent leurs affaires, y font la cuisine, s'y réchauffent, y font sécher le linge. Le drapeau *« Paix »* flotte au-dessus du camp.

On discute un peu avec des zadistes qui sont là. Le paysan Pierre Lacoste nous rejoint. Il est l'un des rares paysans locaux qui s'opposent ouvertement au barrage. Dans la région, peu osent s'élever contre le projet. La FNSEA locale y est favorable, et il ne fait pas bon, pour un agriculteur, être en désaccord avec la FNSEA, qui contrôle nombre d'aides et de subventions.

Le projet de barrage, explique Ben Lefetey, a été conçu au début des années 2000. Selon les études de la CACG – qui est juge et partie, puisqu'elle doit construire le barrage -, il devait répondre aux besoins d'eau des agriculteurs de la vallée et participer au soutien d'étiage pour diluer la pollution d'une laiterie de Montauban. Mais ces arguments ne tiennent plus : depuis 2000, plus de 184 retenues collinaires ont été réalisées dans le bassin, recueillant 4,5 millions de mètres cubes d'eau. De plus, la laiterie Sodial a vers 2006 installé un équipement de dépollution.

En fait, selon Ben Lefetey, s'il y a encore une tension sur l'eau, c'est parce que les irrigants pompent au maximum l'eau du Tescou pour économiser leurs réserves. Mais si, plutôt que de se faire concurrence, ils géraient la ressource comme un bien commun, il n'y aurait pas de problème.

(On trouvera des analyses plus détaillées et bien documentées sur le site du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, et dans le dossier de *Reporterre*).

Au dos de la Métairie, une inscription : *« L'espoir, c'est comme les cabanes : les grands les détruisent »*.

La route par laquelle nous sommes arrivés continue après La Métairie et longe la vallée. Nous marchons à pied dans la direction du lieu où doit être édifié le barrage proprement dit. A quelques centaines de mètres, une butte de terre barre le passage. Au sommet, un gendarme en treillis observe à la jumelle ce qui se passe sur la Zad.

Il s'agit de l'adjudant-chef de la gendarmerie de Gaillac, m'apprendra-t-il plus tard. On ne peut pas passer, sauf les journalistes. Je monte sur la butte et lui tend ma carte de presse. Il la prend, me dit qu'il faudrait que j'ai un casque de chantier pour aller sur les lieux – par mesure de sécurité - et va téléphoner. J'attends sur la butte. En contrebas, les gendarmes.

Ils sont habillés en treillis, comme des soldats. Je suis ignorant de la chose militaire, mais dans les nombreux épisodes de répression des mouvements écologistes dont j'ai été témoin, les gendarmes sont habituellement habillés en bleu sous leur carapace de robocop. Là, cet habit militaire paraît signifier que l'on fait la guerre à la société, pensé-je en mon for intérieur.

Plus tard, Sylvain, un zadiste – nous nous étions déjà rencontrés au Forum qu'a organisé le Mouvement pour une alternative non violente en juillet – me racontera que presque tous les matins, des gendarmes viennent détruire leur campement qui est installé à l'autre bout de la vallée, à la Maison des Druides.

Ils donnent des coups de matraque, crèvent les pneus du camion, brûlent systématiquement toutes les affaires qui sont dans la maison, ou lâchent des grenades lacrymogènes. Tous les matins, Sylvain et ses camarades rangent, réparent et nettoient le lieu. Ils ont aussi caché beaucoup d'affaires aux alentours. Ils sont tenaces, mais c'est dur. L'un d'eux, Pepete, tient le coup en lisant, en faisant de la musique, et en méditant.

Ce lundi 13 octobre, Sylvain me dit au téléphone : *"Ils sont de nouveau venus ce matin même, et à nouveau détruit ce qu'ils pouvaient. A la fin du saccage, ils ont fait venir un huissier, pour constater que j'habitais ici et m'ont montré un bidon de vingt ou trente litres d'essence, presque plein. Ils ont prétendu qu'ils l'avaient trouvé ici, comme preuve qu'on prépare des cocktails molotov. Je démens formellement que moi ou d'autres à la Maison des Druides ayons conservé de l'essence. Le bidon a été amené par les gendarmes. Nous sommes à la Maison des Druides un groupe affinitaire dont la ligne est que nous sommes pacifistes et ne jetons rien sur les policiers.*

Par ailleurs, l'huissier a refusé de constater que toutes nos affaires avaient été détruites par les gendarmes".

Retour au jeudi 9 octobre. Pendant que je suis sur la butte, Monsieur l'Adjudant-chef téléphone, et Monsieur Lefetey poursuit ses explications pédagogiques, dans l'espoir apparent d'être écouté par les gendarmes. Evoquant le barrage de Fourogue, construit en 1997, et depuis annulé par un tribunal – mais toujours en place -, il affirme que les forces de l'ordre devraient aller interpeller M. Carcenac, président du Conseil général, qui gère ce barrage illégal. Il évoque aussi le déficit du budget de l'Etat français, et assure qu'il serait souhaitable de ne pas gaspiller l'argent public à utiliser les gendarmes pour permettre la réalisation d'un barrage inutile et coûteux.

Au loin, des machines de chantier travaillent sur la zone défrichée.

Enfin, M. l'Adjudant-chef revient et me rend ma carte, disant que je peux aller voir le chantier. Je l'en remercie et m'avance à pied sur la route. Le spectacle est désolant : à droite, des souches et des bois coupés, à gauche, plus loin, la terre à nue, alors que, voici quelques semaines, une forêt vigoureuse l'occupait. La petite rivière du Tescou serpente dans la vallée.

Sur la droite, un chêne isolé, qui semble rescapé du désastre. Une cabane y est installée, dans laquelle campent deux jeunes filles, Claire et Emilie. Nous discutons. Elles disent que c'est dur, que la vie à la Zad n'est pas facile et que le moral n'est pas toujours au plus haut, mais qu'elles tiendront. La cabane est occupée tous les jours, au petit matin. Il y en a d'autres dans les bois de l'autre côté de la vallée.

J'avance sur la route, me rapprochant du chantier. A droite, un engin déblaie des arbres abattus.

Plus loin, sur la gauche, d'autres engins creusent un fossé.

Des gendarmes bloquent aussi la route. Tiens, ils sont en bleu. Apparemment, l'Irak s'arrête sur la route.

Mais l'heure tourne, et je ne peux rester plus longtemps.

Je reviens sur mes pas, et rediscute avec les habitantes de la cabane. Me voilà chargé de transmettre aux gendarmes le message suivant : *« Pourriez-vous arrêter de jeter vos déchets de pique-nique dans le Tescou ? »*

Message transmis à Monsieur l'adjudant-chef. Celui-ci me dit qu'ils ne sont pas jetés, et me montre, à l'arrière d'une camionnette, les reliefs du repas dans un sac en plastique blanc placé derrière un bouclier. On parle un peu, et il m'explique qu'il y a les gendarmes de Gaillac, et puis des gardes mobiles – ce sont des gendarmes spécialisés dans le maintien de l'ordre, ils sont basés dans différents endroits du sud-ouest. Il m'assure aussi que, durant les affrontements lors du défrichement de la forêt, début septembre, les gendarmes ont reçu de l'acide chlorhydrique, de la peinture – *« ça, ça va, cela salit les vêtements, mais bon… »* - et des cocktails molotov – *« c'est très dangereux, un gendarme a été brûlé sur tout le corps à Notre-Dame-des-Landes »*. Je n'ai jamais entendu parler de ce fait. Que le ministère de l'Intérieur ait l'obligeance de nous en communiquer la confirmation, nous le transmettrons aux lecteurs de *Reporterre*.

Plus tard, en discutant avec des zadistes, on me dira qu'on n'a pas entendu parler d'acide chlorhydrique, et que s'il y a eu des cocktails molotov – au demeurant difficiles à confectionner -, ils ont été lancés pour faire peur, pas pour blesser.

Au demeurant, les témoignages sur les violences physiques exercées par les gendarmes au Testet sont légion.

Dans l'arbre, Emilie dit ainsi que, vendredi 3 octobre, les gendarmes ont tout détruit à la maison des Druides (l'autre Zad), l'ont tabassée et l'ont emmenée en garde à vue au motif qu'elle aurait lancé des pierres alors que, *"pacifiste, je n'ai jamais lancé de cailloux"*.

- *Ecouter Emilie :*

Il n'y a d'ailleurs pas que les gendarmes. Des personnes favorables au barrage – agriculteurs de la FNSEA ? – ont plusieurs fois organisé des agressions physiques sur des zadistes ou des opposants. Le 14 septembre, Ben Lefetey a été isolé par un grand gaillard qui lui a cassé l'auriculaire (fracture spiroïde). Il porte toujours une attelle pour cette plaie qui a été très douloureuse.

Mais les opposants tiendront bon. Le soir, à Lautrec, Ben Lefetey dira devant la salle comble : *« Il faut assumer de prendre des risques. On nous prépare à nous mettre à genoux, à subir. Mais si on laisse faire aujourd'hui le barrage de Sivens, les gens accepteront plus tard les milices et la force militaire. Il faut dire stop, il faut se rassembler. »*

De son côté, Sylvain a dit : *« Si on n'avait pas le soutien de vous tous, on ne tiendrait pas, sur la Zad. C'est quelque chose de collectif. Merci à toutes les initiatives. Soyons créatifs et joyeux ».*

Une grande manifestation de ré-occupation est prévue le samedi 25 octobre sur la zone du Testet.

****

Parking

Covoiturez autant que possible !

Celles et ceux qui viennent uniquement pour la journée du samedi 25 sont prié-e-s de se garer à Gaillac, à 8 km environ de la ZAD. Vous pouvez vous garer sur les parkings autour de la gare SNCF et celui de la Clavelle, puis quand ils seront pleins, celui du stade Laborie. Des navettes régulières en bus seront assurées à prix libre vers la ZAD.

Autre solution p**our limiter les temps d'attente sur Gaillac, nous vo**us proposons également que chaque chauffeureu-se amène ses passager-e-s à un lieu de dépose-minute situé sur un parking en bordure de D999 à environ 6,4 kms du rond point de Ste Cécile d'Avès. A partir de ce point d'accueil, les passagers pourront rejoindre la Métairie en 30-40 mns en suivant un chemin facile et balisé par nos soins, tandis que le conducteur repartira vers Gaillac pour prendre une navette.

Deux plans. Le premier est un zoom de carte routière autour de Gaillac, pour les gens qui arrivent de l'autoroute typiquement. Le rond point de Ste Cécile est indiqué ainsi que le dépose minute. Le second plan vous montre le cheminement dans Gaillac, pour atteindre la gare SNCF une fois que vous avez tourné à droite à l'énorme rond point à côté du Leclerc, en arrivant de l'autoroute.

Celles et ceux qui restent au moins jusqu'à dimanche peuvent se garer sur zone s'ils arrivent avant 11h30 samedi. Ils ne pourront pas ressortir du site avant dimanche à 16h ! Si cette option vous intéressé, suivez les directions Parking Week-End que vous verrez en arrivant à proximité du site.

N.B. : Après de longs débats avec le collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur certains points, et notamment sur celui de l'accès au site par les voitures que nous vous proposons ci-dessus. Le collectif Testet assume uniquement la manifestation du samedi 25 de 9h à 19h et sur une zone bien limitée. Toute présence, stationnement, etc… sur le site en dehors de ces horaires est donc à assurer avec bon sens, chacun-e étant appelé-e à être responsable. Nous insistons sur le fait que plusieurs personnes sont officiellement organisateurs de l'évènement et qu'elles peuvent être amenées à assumer juridiquement les excès et débordements. Soyons vigilant-e-s et prenons soin les un-e-s des autres !

****

Deux CRS blessés et deux militants interpellés (La Dépêche - le 26/10/2014)

Barrage de Sivens - Tarn

Pique-nique géant, stands militants, bibliothèque, restauration, débats, échanges parfois tendus... C'était hier sur la zone humide du Testet en forêt de Sivens. /Photo DDM, R.R

En marge du grand rassemblement des anti-barrage de Sivens, des heurts se sont produits hier en début de soirée, entre les forces de l'ordre et des opposants au barrage. Deux d'entre eux ont été interpellés pour des jets de pierres, de cocktail molotov ou de bouteilles d'acide sur les policiers et les gendarmes. Ils ont été placés en garde à vue. Du côté des forces de l'ordre, deux policiers CRS ont été hospitalisés, l'un pour une fracture de la main, le second pour une clavicule. Hier soir le site de Sivens, où de nombreux campeurs

devaient passer la nuit, était sous haute protection avec en plus des gendarmes départementaux, des CRS et des gendarmes mobiles. Vers 21 heures, la tension entre les deux parties s'était un peu relâchée. Mais la nuit risquait d'être longue.

Près de 3 000 sur la zone humide du Testet

Dans la zone humide du Testet, désormais vierge de toute plantation, voitures, fourgons et tentes en tous genres sont les seuls reliefs. Hier, à l'appel du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, près de 3 000 antibarrage sont venus discuter, écouter, pique-niquer, mais hélas aussi dégrader (lire ci-contre). Ambiance festival donc, dans ce coin de campagne tarnaise où l'on rencontrait pêle-mêle, jeunes et moins jeunes, chiens, familles, le tout sommairement attablé ou le plus souvent affalé dans l'herbe. Nicolas et Marie sont venus des Charentes. «On a roulé sept heures mais on voulait être là, et ce soir (hier, Ndlr) on va y rester. Quand on voit le site on imagine mal un plan d'eau à la place». Manu et Alex arrivent juste, au volant d'un fourgon immatriculé dans l'Est du pays. «Oui, on vient soutenir les copains qui sont là depuis plusieurs mois. ce barrage ne se fera pas».

Légitimité

Même en cherchant bien, pas le moindre témoignage favorable au projet. Les uns en veulent à Thierry Carcenac, président du conseil général et à «son obstination», d'autres espèrent encore sauver la faune de cet écosystème, beaucoup sont là pour soutenir l'action des anti, pour faire nombre, d'autres encore sont venus par militantisme.

Ben Lefetey, représentant du Collectif, se montrait satisfait en fin d'après-midi : «On a réussi notre rassemblement avec au moins 5 000 personnes sur place et plus si on compte ceux qui sont juste passés. Je n'étais pas sur place quand s'est produite l'agression sur Mélenchon, un acte totalement condamnable. D'ailleurs poursuit Ben Lefetey, en préambule d'une table ronde j'ai légitimé les personnalités et les membres du Front de Gauche, du PC, du NPA, qui depuis le début sont à nos côtés en silence. Ils ont toute la légitimité d'être parmi nous aujourd'hui». Quant aux casseurs ? «Il s'agit d'un groupe qui s'est ajouté voici quelques jours; je sais qu'ils s'en sont pris à la base de vie du chantier et qu'actuellement ça chauffe avec les forces de l'ordre, mais sur la zone du rassemblement c'était bon enfant».

60e jour de grève de la faim

Près de l'entrée de la zone où se tenait le rassemblement, Roland Fourcard était assis, parfois couché, sur une couverture posée à même le sol. Cet opposant (avec Christian Conrad) au barrage, est en grève de la faim depuis 60 jours. «C'est dur, dit-il mais je ne vais pas m'arrêter tant que le rapport des experts n'est pas rendu public». Qu'attend-il de ce rapport ? «Que les experts démontrent l'inutilité de ce barrage car son intérêt n'est pas démontré et qu'ils pointent du doigt son coût phénoménal qui gaspille l'argent public». Comment fait-il pour tenir le coup ? «Je bois de l'eau, du jus de citron ou du vinaigre et j'avale quelques oignons». On a pu voir José Bové s'entretenir longuement avec Roland Fourcard. Un soutien moral qu'a apprécié le gréviste de la faim.

Dialogue

Du yaourt pour Jean-Luc Mélenchon

Comme prévu le fondateur du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon est venu hier à Sivens. À peine avait-il mis les pieds sur la zone humide qu'il a reçu en pleine figure un yaourt. «Si ça avait été de l'acide», bougonnait le leader politique tout en faisant une toilette imprévue. Après un café salvateur Jean-Luc Mélenchon a souligné : «Je suis là pour soutenir ceux qui ont engagé cette protestation civique et citoyenne même si je ne partage par pour autant les actions des ZADistes. Le président du conseil général devrait être plus détendu et privilégier le dialogue, c'est son amour-propre qui est engagé. Quand il y a tant de fric en jeu, c'est normal que les citoyens s'en mêlent et ceci est rassurant». Jean-Luc Mélenchon, une fois la tension

relâchée a beaucoup discuté en aparté ou en petits groupes mais nul doute qu'il se souviendra de son passage à Sivens.

Expertise

José Bové : «Ce projet ne tient pas la route»

Il est arrivé discrètement hier, peu avant midi, et comme Jean-Luc Mélenchon, sa présence à Sivens n'était pas souhaitée par tout le monde. «Fous le camp, tu n'as rien à foutre ici. Les politiques, on n'en veut pas!». L'homme est habitué aux quolibets en tous genres et il n'a bien entendu pas répondu à ces provocations. «Je croyais qu'ici on était dans un espace de dialogue», a-t-il simplement fait remarquer avant de poursuivre : «Voici un mois, quand je suis reparti de la zone, je disais qu'il fallait une expertise. Certes elle a eu lieu mais le chantier s'est poursuivi. Maintenant on va sûrement nous dire que vu l'avancée du chantier... Pas question de partir d'ici, bravo à tous ceux qui se mobilisent pour occuper le terrain.

Quant au président du conseil général , je lui dis qu'il n'est jamais trop tard pour faire marche arrière, qu'il n'y a pas de honte à avoir à tout arrêter. Je me souviens qu'en 1981, sur le Larzac, tous les paysans étaient expropriés. Regardez aujourd'hui, ils sont tous au travail sur le plateau».

R.R

****

Drame au Testet : un mort. Premier récit

Grégoire Souchay et Isabelle Rimbert (Reporterre)

dimanche 26 octobre 2014

Plus de cinq mille personnes étaient présentes ce week-end au Testet, dans le Tarn, pour s'opposer à la construction du barrage de Sivens. Alors que le rassemblement était festif et joyeux, une personne est morte dans les affrontements qui ont opposé des opposants radicaux aux forces de police, dans la nuit de samedi à dimanche.

- Lisle-sur-Tarn, reportage

Tout avait pourtant bien commencé samedi 25 octobre. Malgré les difficultés, l'organisation était parée à gérer l'arrivée du flux de manifestants sur le site de la zone humide du Testet, où les autorités veulent construire un barrage. L'ambiance est chaleureuse, bon enfant, les familles sont là, beaucoup sont venus pour la première fois. La présence de Jean-Luc Mélenchon et José Bové crée un léger chahut, certains y voyant là une tentative de récupération là où les intéressés déclarent *« apporter leur soutien plein et entier dans cette lutte d'importance »* déclare à *Reporterre* M. Mélenchon. Au fil des heures, l'affluence grandit.

- Atelier de clowns -

Tandis que d'un côté on explique l'histoire de la lutte, ou anime des ateliers clowns, de l'autre une marche menée par les moutons et les éleveurs traversent la zone, sorte de commémoration de la zone humide désormais détruite.

Le spectacle est désolant. Sur plus d'un kilomètre, un espace détruit, tandis qu'au bout, à l'emplacement de la digue, le terrassement a commencé.

Arrivé à l'extrémité de la zone, les forces de police sont là. La destruction la veille au soir d'un local technique les a ramenés sur le site, alors qu'au départ elles ne devaient pas être présentes. Une dizaine de camions sont ainsi parqués dans une plateforme entourée d'une douve, à l'écart, et protégés par des barbelés.

A 17 h, samedi, premiers affrontements

Vers 17 heures, la pression monte. Plusieurs dizaines de personnes habillées de noir et parées pour l'affrontement affluent tandis que le public retourne à l'autre extrémité, là où se trouvent les chapiteaux, près de la ferme de la Métairie Neuve. Ils tentent, expliquent quelques-uns, de profiter de l'affluence pour tenter de repousser les forces de police.

Les informations contradictoire circulent, entre un appel à venir soutenir pacifiquement cette action, ou au contraire dénonçant le non respect des décisions collectives de ne pas provoquer la police. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas longtemps avant que les renforts de police n'arrivent sur place et ce sont plus de trente camions qui se massent à l'entrée de la D999, zone d'accès au chantier.

On entend bientôt les premières détonations, les lacrymogènes puis les grenades assourdissantes. Tandis que l'affrontement se poursuit à une extrémité de la digue, des clowns-arbres arrivent pour calmer la tension. Les manifestants, bigarrés et joyeux forment une chaîne humaine juste devant le cordon policier. La situation se calme pendant une demi heure mais la tension remonte d'un cran avec la volonté de la chaine humaine pacifique d'avancer et de se rapprocher du cordon.

Nous quittons alors la zone, pensant que la situation se calmerait avec l'arrivée de la soirée. Et effectivement, l'arrivée du repas et des concerts de la soirée calme le jeu. Mais les forces policières ne partent toujours pas.

La reprise des combats durant la nuit

C'est après une heure du matin que reprennent les combats, cette fois sans caméra ni public extérieur. Vers 2 heures du matin, les CRS procèdent à une forte charge, avec gazage massif, tirs incontrôlés de projectiles. C'est juste avant cette charge qu'une des personnes présente remarque que son voisin est tombé par terre. Après la charge, les opposants tentent de venir le récupérer. Mais, dans un nouvel assaut, ce sont les policiers qui viennent récupérer le corps et le traînent jusque dans leur zone à l'arrière.

La suite est plus confuse, puisque nous ne disposons pour l'heure que d'un communiqué très succinct de la Préfecture du Tarn, envoyé ce matin aux rédactions :
« Vers 2 heures du matin, le corps d'un homme a été découvert par les gendarmes sur le site de Sivens. Les sapeurs-pompiers sont intervenus rapidement mais n'ont pu que constater le décès de la victime. Une enquête a été ouverte sous l'autorité du procureur d'Albi afin de déterminer les causes du décès et l'identité de la victime ».
Les forces de police se retireront finalement en début de matinée.

Interrogé par l'AFP, le lieutenant-colonel Sylvain Renier, commandant du groupement de gendarmerie du Tarn, n'a pas voulu faire de commentaire sur le décès. M. Renier, qui gérait sur place les opérations de gendarmerie lors des échauffourées de samedi soir, a simplement indiqué que le calme était revenu *"vers 21 heures"*. Il a indiqué que sept membres des forces de l'ordre avaient été blessés mais que les pompiers ne lui avaient pas signalé dans la soirée de blessé dans le camp adverse.

Des traces de sang

Sur place, de nombreux opposants sont sous le choc, partagés entre la colère et la tristesse. En conférence de presse ce midi, ils délivraient les premières informations certifiées à leur disposition : *« Selon les premiers éléments que nous avons recueillis, la mort a eu lieu dans le contexte d'affrontements avec les gendarmes. Nous ne disons pas que les forces de l'ordre ont tué un opposant mais un témoin nous a dit que le décès s'était passé au moment d'affrontements »*, indique

Ben Lefetey, porte-parole du collectif Sauvegarde de la zone humide du Testet. Le jeune décédé serait âgé d'environ trente ans et s'appellerait Rémi.

Nous apprenions également peu après que des traces de sang ont été découvertes ce matin à l'endroit où la personne est tombée cette nuit, ce qui écarte a priori l'hypothèse d'une crise cardiaque.

Quel que soit son affiliation politique, ce serait le premier mort dans une lutte écologiste en France depuis que Sébastien Briat a été écrasé le 7 novembre 2004, à Avricourt, en Lorraine, alors qu'il s'opposait au passage d'un train de déchets nucléaires.

Afin de faire toute la lumière sur ce tragique évènement, les opposants ont indiqué : qu'ils allaient *« mener l'enquête et coopérer avec les enquêteurs »*, mais ont surtout exhorter la Préfecture du Tarn et le Conseil Général de ne pas faire revenir de forces de police sur place et de ne pas renvoyer les machines de chantier dès le lendemain. On ignore à cette heure ce qu'il en sera, la Préfecture restant injoignable ce dimanche.

De Caillou tendre
http://cailloutendre.fr/WordPress3/2014/10/la-zad-du-barrage-de-sivens-suite/

Barrage de Sivens: un rapport d'experts très critique

Paris - Des besoins surestimés, une étude d'impact de qualité très moyenne, un financement fragile: un rapport d'experts commandé par le ministère de l'Écologie, dont l'AFP a obtenu copie, critique fortement le projet de barrage de Sivens dans le Tarn.

Un homme est mort dans la nuit de samedi à dimanche sur le site de ce barrage contesté, les opposants à sa construction affirmant que le décès est survenu dans le contexte d'affrontements avec les gendarmes.

Le projet de barrage-réservoir d'1,5 million de m3 d'eau stockée est soutenu par le conseil général du Tarn, qui le juge indispensable pour irriguer les terres

agricoles alentour et affirme qu'une autre zone humide sera recréée.

Très critique sur le projet, le rapport juge cependant difficile d'arrêter le chantier, compte tenu de l'état d'avancement des travaux et des engagements locaux et régionaux pris avec la profession agricole. Il propose d'améliorer le projet sur plusieurs points.

Le rapport, établi par deux ingénieurs généraux des ponts, eaux et des forêts, doit être rendu public par la préfecture du Tarn dans le courant de cette semaine, peut-être dès lundi.

Le rapport critique tout d'abord une évaluation contestable des besoins réels d'irrigation, évoquant une surestimation du volume de substitution destiné à l'irrigation d'au moins 35 %. Un surdimensionnement qui s'explique par une estimation des besoins établie sur des données anciennes et forfaitaires.

Le choix d'un barrage en travers de la vallée a été privilégié sans réelle analyse des solutions alternatives possibles, une situation d'autant plus regrettable que le coût d'investissement rapporté au volume stocké est élevé, note le rapport.
Il qualifie en outre l'étude d'impact de qualité très moyenne et juge le financement du projet fragile.
Outre plusieurs recommandations techniques, le rapport préconise la mise en place d'un comité de suivi multi-acteurs de la gestion des retenues (des barrages) de Sivens et de Thérondel afin que l'affectation des volumes et le projet territorial qui en découlera soient partagés par l'ensemble des acteurs locaux.
(©AFP / 26 octobre 2014 19h31)

****

la ZAD du barrage de SIVENS… suite

octobre 27, 2014Points de vue

Beau succès pour le rassemblement de ce 25 octobre à la ZAD du Testet contre la construction du barrage de Sivens.

Après plusieurs semaines, depuis le 1er septembre et le début des travaux sous haute protection policière, le massacre de la zone humide a continué. Les arbres ont laissés place, à perte de vue, à un tapis épais de sciures et de copeaux.

Aujourd'hui, samedi les engins de mort ne sont pas là et nous sommes plusieurs milliers peut-être 3 ou 4 à nous être rassemblé pour constater l'ampleur des dégâts et protester contre ce projet de barrage inutile de dévastateur.

Cette retenue d'eau ne servira qu'à une poignée de céréaliers du maïs. (Et plus discrètement à maintenir l'étiage de la Garonne pour la centrale nucléaire de Golfech au cas où). Alors qu'un département de terre agricole (de taille moyenne) disparait tous les 7 ans, alors qu'un agriculteur se suicide tous les deux jours en France, (selon l'Institut de veille sanitaire), l'agriculture industrielle productiviste continue à modifier profondément nos espaces de vie. Et elle le fait avec les deniers publics.

La foule est diverse et colorée. Beaucoup de jeunes, de couples, et d'enfants qui courent de stands en stands. Comme une fête de l'Huma matinée de Larzac. Beaucoup de musiques, de discours, d'échanges et même de disputes entre militants « politiques » et jeunes marginaux radicalisés. Parmi tous les stands des associations écologistes et environnementales on pouvait remarquer des organisations politiques dont Le parti de Gauche (dont le stand a été visité par Jean-Luc Mélenchon), le NPA (avec Philippe Poutou), l'Alternative Libertaire …

Notre ami Dominique Liot prend la parole au nom d'Ensemble ! 31 pour dénoncer cet énorme gâchis. José Bové fait un discours expliquant que le projet de Carcenac (le président du conseil général du Tarn) ne tient pas la route financièrement puisqu'il repose sur un financement européen alors que l'Europe ne finance pas des projets pour irriguer une culture industrielle gourmande en eau comme le maïs.

Lundi 27 octobre la présentation des résultats de l'expertise devrait donner raison aux opposants (1°). Mais le mal est fait!

En repartant nous croisons beaucoup de gens venus s'installer là pour la nuit et le week-end. Mais là bas, tout au fond, la fumée d'un incendie s'élève. Ils sont partis, une poignée d'excités masqués, avec leurs dérisoires boucliers, jouant aux chevaliers d'une guerre dérisoire. Et les gendarmes leur lancent des grenades lacrymogènes et des grenades détonnantes qu'on entend résonner dans le haut de la vallée…

Malgré les provocations et la crainte des violences policières la mobilisation ne faiblit pas, nous sommes à chaque fois plus nombreux. La lutte continue !
Et puis, dans la nuit il y a la découverte d'un mort! Comme à Malville en 1977. Un jeune étudiant de Toulouse…
(Lire l'excellent reportage ici : http://www.reporterre.net/spip.php?article6494)

Caillou

Pour plus de renseignements : https://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com

1° Sur le rapport des experts:
Première infos sur le rapport des experts, publié sur le site du Figaro :

Un rapport d'experts critique fortement le projet du barrage de Sivens . Missionnés par le ministère de l'Écologie, deux ingénieurs généraux des ponts, eaux et des forêts estiment néanmoins qu'il est aujourd'hui «difficile» d'arrêter la construction du barrage-réservoir dans le Tarn. Les experts sont formels. Des besoins surestimés, une étude d'impact «de qualité très moyenne», «un financement fragile»: un rapport commandé par le ministère de l'Écologie critique fortement le projet de barrage de Sivens dans le Tarn.

Le projet de barrage-réservoir d'1,5 million de m3 d'eau stockée est soutenu par le conseil général du Tarn, qui le juge indispensable pour irriguer les terres agricoles alentour et affirme qu'une autre zone humide sera recréée.
Très critique sur le projet, le rapport juge cependant «difficile» d'arrêter le chantier, «compte tenu de l'état d'avancement des travaux et des engagements locaux et régionaux pris avec la profession agricole». Il propose d'améliorer le projet sur plusieurs points. Le rapport, établi par deux ingénieurs généraux des ponts, eaux et des forêts, doit être rendu public par la préfecture du Tarn dans le courant de cette semaine, peut-être dès lundi.

«Des données anciennes et forfaitaires»

Le rapport critique tout d'abord une évaluation «contestable» des besoins «réels» d'irrigation, évoquant «une surestimation du volume de substitution destiné à l'irrigation d'au moins 35 %». Un surdimensionnement qui s'explique par une estimation des besoins établie «sur des données anciennes et forfaitaires». «Le choix d'un barrage en travers de la vallée a été privilégié sans réelle analyse des solutions alternatives possibles», une situation d'autant «plus regrettable que le coût d'investissement rapporté au volume stocké est élevé», note le rapport. Il qualifie en outre l'étude d'impact de «qualité très moyenne» et juge le financement du projet «fragile».

****

http://contreinfo7.internetdown.org/
Sent: Monday, October 27, 2014 5:07 PM
Subject: communiqué de presse de la coordination du 25 octobre suite à la mort de Rémi

de Zad Testet :

Communiqué de presse suite à la mort de Rémi

Rémi, 21 ans, est mort dans la nuit de samedi à dimanche à Sivens. Selon plusieurs témoignages convergents, il s'est écroulé à quelques mètres du camp retranché de la police, atteint par un tir au niveau de l'épaule, avant d'être immédiatement ramassé par la police. S'agissait-il d'un flash-ball ou, plus vraisemblablement, d'une grenade de désencerclement projetée à tir tendu?

Seule la police le sait qui, jusqu'à présent, occulte la vérité de diverses manières. Elle prétend qu'il n'y a pas eu de blessé-e-s parmi les opposants alors que l'équipe médicale de la coordination témoigne qu'il y en a eu de nombreux le samedi. La police affirme avoir «découvert un corps» dans la nuit en omettant de mentionner la violence des affrontements à ce moment-là (la préfecture a affirmé que les affrontements se seraient arrêtés vers 21h et omis de dire qu'ils ont repris de plus belle vers minuit). Elle prétend n'avoir pu venir sur place le dimanche pour lancer l'enquête (une fois le crime accompli, la police a brusquement quitté les lieux sans, jusqu'à ce jour, tenté d'y revenir).

Nous exigeons que toute la lumière soit faite au plus vite sur cet homicide, par respect pour Rémi, sa famille et ses ami-e-s. Nous souhaitons aussi que les responsables de ce drame soient poursuivis au plus tôt. Et pour nous, le responsable n'est pas seulement le robocop matricule xxx qui a appuyé sur la gâchette samedi soir –et encore moins Rémi. Il s'agit de savoir qui a construit cette situation de violence qui ne pouvait que tourner au drame.

Que faisaient donc les forces de l'ordre samedi au Testet, alors que le préfet s'était engagé à ne pas en poster pendant ce week-end, vu les milliers de militants attendus (7000)? Il n'y avait aucun ouvrier à protéger, ni aucune machine à défendre: la seule qui n'avait pas été évacuée le vendredi avait été brûlée le soir même. Pourquoi donc avoir posté 250 gendarmes mobiles et CRS armés de grenades et de flash-blalls pour garder un petit carré de terre entouré d'un fossé large de plusieurs mètres? S'agissait-il de protéger les précieux grillages? Ou bien de générer de la tension et de faire de la provocation? Les autorités savaient très bien ce qui allait arriver en laissant un engin au Testet le vendredi et en y postant une armada le samedi.

A l'heure actuelle où l'inanité du projet de barrage au Testet apparaît au grand jour, à l'heure où tous les mensonges et conflits d'intérêts dénoncés par les opposants depuis des mois ont été confirmés par les investigations des journalistes (Le Monde 24/10 et le Figaro, 26/10) et le rapport des experts ministériels rendu public aujourd'hui, le président du Conseil général et le Préfet du Tarn n'ont plus aucun argument en faveur du barrage si ce n'est de monter en épingle la prétendue violence des opposants. Ils avaient donc besoin de violence samedi. Ils l'ont provoquée. Elle a coûté la vie à Rémi.

Nous sommes sous le choc et adressons nos plus sincères condoléances à ses proches.

La coordination du 25 octobre

PS: Nous exigeons d'ores et déjà qu'une seconde autopsie indépendante soit effectuée et avertissons la préfecture que si le corps n'était pas conservé de sorte à ce que cette contre-expertise soit possible, ce serait une preuve de plus que les autorités veulent cacher la vérité. Nous dénonçons les tentatives de salir la mémoire de Rémi en prétendant que les causes de sa mort seraient liées à son «alcoolémie» ou à sa «violence».

****

Alès
Un camarade tué au Testet - APPEL A MANIFESTER - Contre le productivisme et la violence d'État

Pendant la nuit de samedi à dimanche un manifestant, Rémi a été tué au cours des affrontements qui se sont déroulés lors du rassemblement contre le barrage de Sivens au Testet. Environ 7000 personnes ont

convergé sur la ZAD du Testet après des mois d'attaques policières, de destruction de la zone humide et des habitats de ceux qui la défendaient. En fin d'après midi puis plus tard dans la nuit, des dizaines de personnes s'en sont pris aux forces de l'ordre qui protégeaient le chantier. Elles souhaitaient ainsi marquer leur colère et retarder la reprise des travaux, initialement prévue pour lundi.

Elles ont été repoussées à coups de flash-balls, de grenades assourdissantes ou de désencerclement et de gaz lacrymogènes. D'après les témoignages des camarades du Testet, la personne décédée se serait écroulée suite à des tirs de grenade puis aurait été emmenée par les forces de l'ordre. Le gouvernement a déjà commencé à stigmatiser les manifestants, et tente de diviser pour noyer le poisson. Mais ils savent bien que, quoi qu'ils fassent, cette mort aura des conséquences explosives.

Nous ne les laisserons pas nous tuer avec leurs armes dites «non létales ». Réagissons avec force pour qu'il y ait un avant et un après cette mort. Affirmons plus fort que jamais notre solidarité avec toutes celles et ceux qui luttent au Testet et ailleurs contre leurs projets guidés par les logiques de contrôle et de profit, barrage de Sivens mais aussi avec toutes celles et ceux qui tombent plus silencieusement sous les coups de la répression partout ailleurs.

Nous ne nous laisserons ni diviser ni paralyser par la peur. Nous continuerons à vivre et lutter sur les espaces qu'ils rêvent d'anéantir, et à leur faire obstacle.

Nous n'appellerons pas au calme, nous ne laisserons pas le silence retomber, nous n'oublierons rien !

RASSEMBLEMENT - Vendredi 31 octobre à 18h00 - Devant la sous-préfecture à Alès

--
contreinfo7-at-riseup.net
http://contreinfo7.internetdown.org/

****

Testet : Échos de la guerre en cours

Dans le brouillard ambiant on ne peut faire l'impasse sur quelques questions évacuées du débat public par les médias dominants et leur logique du spectacle permanent.
Le rassemblement prévu sur le site du projet de barrage était annoncé comme pacifique. Quelques jours avant, la préfecture faisait savoir qu'il n'y aurait pas de présence policière sur la zone pendant le weekend du 25 et 26 octobre. Sur le site Tant qu'il y aura des bouilles le 22, on pouvait lire que :

« La préfecture du Tarn se plie déjà à l'événement : le préfet s'est engagé à ce qu'aucun gendarme ne soit présent sur la zone durant le week-end. Ce rassemblement sera sans risque de violence ni répression. C'est le nombre et la détermination qui montreront notre force et amèneront la victoire. Venez nombreux.ses. avec bonne humeur ! »

Pour qui en doutait, ceux et celles qui sont venu.e.s sur la zone ce weekend-là ne se préparaient pas à la guérilla.

Mais alors que les premiers participants arrivent vendredi soir, la nuit s'illumine. Il reste un préfabriqué et un générateur sur la zone, au niveau du parking construit pour accueillir les machines du chantier. Ce soir-là, ils partent en fumée.
Qui pouvait sincèrement penser que le matériel laissé sur la ZAD resterait intact alors qu'un rassemblement contre le projet de barrage était annoncé depuis plus d'un mois ? Qui viendra nous dire que les équipes du barrage ont eu le temps de tout retirer de la zone sauf ces deux éléments, juste assez peu coûteux pour ne pas représenter une perte trop importante mais suffisamment pour donner un vernis de légitimité au retour des forces de l'ordre sur zone ?
Cet incendie marque le retour des flics sur la zone et donc des affrontements.

Le lendemain, la matinée se déroule dans une ambiance familiale et festive. Cela fait drôlement plaisir de voir toutes ces bouilles de mômes courir partout, des personnes de tous les âges se balader autour de la Métairie, elle qui fût si souvent cernée par les milices en armures bleu marine. Les conférences, les témoignages, la pièce de théâtre et la cantine à prix libre, le programme se déroule sous le soleil et avec le sourire.

L'accalmie prend fin vers 16h30. Les bleus sont de retour au niveau du parking, la tension monte . Le face à face se déroule entre le parking et la colline qui remonte vers les bois. S'en suit environ 4h d'affrontements, ou plutôt de guerre asymétrique. 200 personnes à la louche, cagoulées ou non, violentes ou pas, clowns activistes et pacifistes font face à des robots en armures, boucliers, casques, et armes diverses à la main. Il parait qu'ils représentent l'ordre et la loi. Mais alors qu'est-ce qu'ils foutent là, à provoquer tout le monde ? Que protègent-ils ? Il n'y a plus rien à brûler ou à saboter. Pire, qui protègent-ils ?
Visiblement personne. Par contre ils attaquent, manquant de faire cramer ce qu'il reste de forêt à Sivens avec leurs grenades incendiaires. Ils provoquent des incendies à plusieurs reprises, tirs tendus de lacrymos, puis les grenades assourdissantes, désencerclantes qui fusent de toutes parts. Ils visent au milieu des personnes présentes, « dans le tas ». Plusieurs blessé.e.s sont évacué.e.s alors que ces cinglés en uniforme continuent de les canarder. Un homme en état de choc s'effondre à côté de moi, on le met sur le côté en évitant autant que possible les palets de gaz qui nous sont volontairement lancés dessus. L'équipe médic prend le relai.
Oui, on a lancé des pierres. Et peut-être que quelques-unes d'entre-elles ont frôlées leurs casques. Oui, on a envoyé des patates. Et alors quoi ? C'est cela que l'on appelle le terrorisme ? Nous on n'éborgne personne, et on assassine encore moins. Oui on est plusieurs à préférer rester cagoulé.e.s.

Mais c'est pour des raisons toutes simples et bien moins romanesques que ce qu'on peut laisser entendre. Le fichage est une réalité. Les robots auxquels nous faisons face sont équipés de cameras et nous filment en permanence. Ils cherchent le moindre prétexte pour faire tomber ceux qui les gênent sous la loi réservée aux terroristes. L'anonymat est un droit, et on le prend. Non, on n'a aucune envie de donner des armes supplémentaires à leur dictature. La cagoule et le choix de vêtements plutôt sombres permettent également, à l'image des zapatistes, de créer une foule unie et soudée, sans différence de sexe, de statut ou de couleur. Et puis, de façon très pragmatique, pour continuer à respirer dans un nuage gaz lacrymogène il vaut mieux avoir quelque chose sur le nez. Voilà nos explications mais où sont les leurs ? Pourquoi étaient-ils là le samedi après-midi alors que tout était calme et allait pour le mieux sur la zone ? Pourquoi y avait-il plus de 40 camions de GM et une dizaine de fourgons de CRS ?

Les affrontements de l'après-midi prennent fin quand, après une pause des deux côtés, les zadistes décident de partir d'eux-mêmes. On les laisse plantés là sur leur ligne stupide, sans adversaires. La soirée se déroule normalement jusqu'à 1h du matin. Sur le fameux parking il reste quelques fourgons et les bleus sont rassemblés autour. Ils ont deux grands projecteurs qui éblouissent les personnes venues voir ce qu'il se passe. Au départ elles ne sont pas nombreuses mais suite aux premiers effets d'annonce des policiers (« Gendarmerie Nationale, dispersez-vous, nous allons avoir recours à la force ! ») d'autres les rejoignent. L'ordre est donné dans les rangs zadistes de ne pas tirer les premiers. « On attend qu'ils commencent, on ne fait rien avant. ».
Les premiers palets de lacrymo déchirent la nuit suivis des premières pierres. Certaines parviennent jusqu'aux carrosseries des fourgons. Le gros de la masse des personnes présentes s'éloigne un peu des grilles du parking. On y voit pas grand chose et plusieurs d'entre nous tombent dans les tranchées du chantier en courant pour échapper aux grenades. Quatre fusées d'artifice sont tirées, elles touchent le sol après avoir laissé un filament scintillant. Aucune d'entre-elles ne touche un véhicule et encore moins un flic. Par contre les grenades envoyées par le camp adverse passent très près, leurs explosions résonnent à travers la zone, ramenant le voile de la guerre sur l'ambiance festive.

J'ai quitté la zone du parking à 1h30 du matin. J'étais seule à ce moment-là. Sans binôme et fatiguée par la journée je ne me sentais plus de rester au front. J'ai passé le trajet du retour à la tente à me demander pourquoi ils étaient restés alors qu'à 20h tout était calme. Au milieu de ce face à face nocturne, j'avais peur de leurs armes et me sentais terriblement vulnérable dans mon pauvre pull à capuche.

Le lendemain matin au café on apprend la mort de Rémi. On est tous.te.s sonné.e.s, sous le choc. Puis viennent un mélange de tristesse et de rage et l'urgence d'une réponse.

Maintenant il reste beaucoup de questions. J'aimerai vraiment qu'on m'explique pourquoi il y avait des flics sur zone, surtout le samedi alors qu'il n'y avait plus rien à protéger. Personnellement je ne peux pas m'empêcher d'y voir le moyen de gâcher un weekend festif qui avait ramené du monde sur la zone du projet. Je ne peux pas croire que les promoteurs du barrage aient pu oublier ou ne pas avoir le temps de sortir l'Algeco et le générateur avant le rassemblement. Rémi semble être la victime d'une stratégie de pyromanes et de flics à qui cela fait bien longtemps qu'on a donné carte blanche sur cette zone.

C a m i l l e

Texte repris sur le site squat.net

****

Lettre ouverte de Benoît BITEAU à Thierry CARCENAC
Vice Président Région Poitou Charente Président Conseil Général Tarn
Ingénieur des techniques agricoles

28 Octobre 2014

Monsieur Carcenac, le projet de barrage vient du fait que le Tescou subit, depuis 30 ans, des étiages sévères. Mais vous êtes-vous interrogé sur les causes de ces étiages sévères, c'est-à-dire le développement important du maïs hybride sur le bassin versant du Tescou?
Le Conseil Général du Tarn devait-il donc, face à cette situation, et avec 100% d'argent public - 8,5 millions d'euros - accepter de réaliser un équipement qui ne vient qu'en soutien de ces pratiques agricoles, peu respectueuses de la ressource en eau, généreuses en gaz à effet de serre - 300l de pétrole/ha (engrais, pesticides) - en plus des machines, et tout cela pour une vingtaine de maïsiculteurs réels déjà grands bénéficiaires de la P.A.C.
Ne deviez-vous pas, Monsieur Carcenac, avec ces 8,5 millions d'euros d'argent public, explorer un modèle agricole qui, d'une part, renonce aux substances de synthèse et, d'autre part, redécouvre les vertus d'une agronomie qui sait s'en affranchir en mobilisant les ressources gratuites, inépuisables que sont l"azote atmosphérique, le carbone, la lumière, la vie des sols etc.?
Savez-vous qu'il existe des variétés de maïs, tournesol, blé, orge, avoine aux forts taux de protéine et de rendement, en culture sèche, parce qu'elles sont adaptées à leur zone de production, variétés qui, de surcroit, redonnent aux paysans leur autonomie alimentaire, semencière, génétique, qui séquestrent le carbone, et permettent de passer un contrat moral décent avec la société civile?
Comment pensez-vous, Monsieur Carcenac, pouvoir répondre, vu le changement climatique, à des augmentations de température associées à des régimes hydrographiques sévères, nécessitant l'irrigation toujours plus exigeante de cultures vidées de toute rusticité par la sélection génétique de plantes homogénéisées, à partir d'une ressource de plus en plus rare et pour laquelle les priorités de gestion restent: d'abord l'eau potable, ensuite le bon état des milieux, et enfin l'irrigation (Article 2 de la loi sur l'eau)?

LE STOCKAGE DE L'EAU N'EST DONC PAS LA BONNE RÉPONSE
Et, pour que la mort de Rémi FRAISSE, qui avait compris tout cela, ne soit ni vaine ni «stupide ni bête» comme vous le dites, Monsieur Carcenac, travaillons ensemble.

IPNS – ne pas jeter sur la voie publique.

****

Dans l'écosystème zadiste

Christian LOSSON, Nicolas de LA CASINIÈRE (à Nantes) et Sylvain MOUILLARD (à Sivens) 31 octobre 2014 à 20:06

A Sivens, le 28 octobre, après la mort de Rémi Fraisse. (© Regis Duvignau / Reuters)
ENQUÊTE

Jeunes en rupture, utopistes ou paysans, à Nantes ou à Sivens, les mobilisations écologistes autour des «zones à défendre» s'amplifient. Enquête au cœur d'une mouvance disparate.

La décision du conseil général du Tarn, vendredi, de mettre entre parenthèses le chantier du barrage de Sivens enrayera-t-elle les appels à manifester qui s'amplifient partout en France après la mort de Rémi Fraisse il y a une semaine ? Rien n'est moins sûr. La France découvre une révolte qui couve au sein d'une jeunesse en rupture ou de paysans en quête d'un autre monde. Leurs boussoles ? On les trouve du côté du bocage nantais et dans la vallée du Tescou, bientôt à Bure (Meuse) ou de façon éphémère à La ferme des 1 000 vaches à Ducrat (Somme) : elles essaiment un peu partout. Les ZAD, «pour zones à défendre», nouveau mode d'action politique collective ? Nouvelles formes de résistances face à un Etat décrié *(lire page 6)* ? Une galaxie en expansion de militants. Une nébuleuse s'oppose à ce qu'ils estiment être des *«politiques datées, ancrées dans un monde purement productiviste, croissanciste et liberticide»*, comme le résume un théoricien de ces néomouvements sociaux. Qui sont donc ces «zadistes» et ceux qui les soutiennent ? Esquisse de panorama.

- A Sivens, «l'usage de la force a très vite été disproportionné»

  Par Sylvain Mouillard

«Mode de vie». Victoria Xardel habite à quelques kilomètres du site du (futur ?) barrage de Sivens, dans le Tarn. Elle n'aime pas l'acronyme ZAD, *«peu imaginatif»*. Mais elle y voit l'outil idéal pour *«réconcilier ceux qui voulaient s'extraire d'un monde qui leur déplaisait et ceux qui voulaient le combattre»*. La vingtaine tout juste passée, elle publie depuis une semaine *Sans aucune retenue*, une page d'information et

de réflexion quotidienne sur la lutte des zadistes contre le barrage. Elle trouve un point commun aux différentes ZAD : occuper le terrain face aux *«grands projets d'aménagement du territoire dans les arrière-pays ruraux, précisément là où certains étaient venus se réfugier*». Autre similitude, le prénom que se donnent les militants pour répondre aux médias, guère appréciés. Ils ont choisi Camille - même si Rémi est désormais l'autre prénom donné aux policiers qui les interpellent ou les mettent en garde à vue -, qui a l'avantage de coller aussi bien pour les filles que pour les garçons. «Camille», donc, un grand roux basé à Sivens depuis plusieurs mois, l'assure : les ZAD incarnent un *«mode de vie»*. Tout court. Pas une *«alternative». «Notre façon de vivre devrait être tolérable du moment qu'on a la capacité de vivre avec les autres et de les accepter.»* Pour lui, les ZAD *«récupèrent toute la société et tout ce qu'elle produit : on n'a pas de service d'ordre, on ne demande pas de carte d'identité à l'entrée.»*

Vigies. A l'origine, il y a les lanceurs d'alerte. Ils mènent le travail de veille, de décorticage et de contre-expertise de ces projets d'aménagement du territoire tant contestés. A Notre-Dame-des-Landes (NDDL), la tâche est revenue à l'Acipa, l'association des riverains concernés par le projet d'aéroport. Son porte-parole, Julien Durand, est un éleveur laitier à la retraite, un ex de la Confédération paysanne. Hier, il était engagé pour la sauvegarde des terres agricoles. Aujourd'hui, il entreprend *«d'arracher des infos à la préfecture», «monte des dossiers»,* bataille de longues années auprès des tribunaux. Puis il voit arriver les premiers zadistes à Notre-Dame-des-Landes. Une cohabitation parfois difficile. *«Au début, il y a eu beaucoup de problèmes avec leurs chiens, qui se baladaient librement, alors qu'il y a dubétailpartout. Il a fallu faire comprendre que des barrières, ça se referme.»* Les différences de fonctionnement entre associatifs «classiques» et autonomes «hétérodoxes» finissent par s'aplanir. Surtout que les deux parties ont des intérêts communs. Les «squatteurs» aimantent parfois l'attention médiatique. Ils occupent aussi le terrain, tiennent tête aux forces de l'ordre, repoussent le début des travaux, résistent aux tentatives d'expulsion. Indispensable quand les recours devant les tribunaux sont rejetés les uns après les autres. Même scénario à Sivens. L'examen attentif du projet de barrage a été mené par Ben Lefetey, ex-militant des Amis de la Terre, et son collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet. Un travail salué par les zadistes, même si certains déplorent une inclination un peu trop *«légaliste».* Quand, pour d'autres, la légitimité d'y résister passe par une désobéissance plus radicale.

Les lanceurs d'alertes, ce sont aussi les vigies, les «orga» : ces ONG environnementales qui, très vite, ont identifié des zones en péril avant d'être des zones à défendre. Qui vivent de plus en plus mal la promotion systématique par l'Etat de projets qu'ils jugent *«illégaux et illégitimes»*. Le 1er juin 2014, une campagne d'action d'un an a ainsi été lancée (Bure 365), et plus si affinités, contre le Cigeo, le centre de stockage «réversible» de déchets radioactifs dans la Meuse.

Florent Compain, président des Amis de la Terre, en est l'un des co-animateurs. *«A Bure, il n'y pas encore de ZAD en temps que tel, car il en faudrait plusieurs pour être vraiment efficace tant le territoire à défendre est dispersé.»* Celui qui, comme beaucoup dans les ZAD, tente de concilier luttes locales et campagnes internationales, est surtout indigné par la *«violence»* sans discernement, *«la répression»,* dit-il, qui s'abat sur tous ceux «*qui ne se résignent pas». «Beaucoup de militants d'action de désobéissance civile non violente ont été blessés, parfois grièvement, dans des actions contre le nucléaire, où on se retrouvait 50 face à 150 Robocops. Du coup, ils sont passés à d'autres modes d'actions, plus directs, et (parfois) plus violents.»* Plutôt que de mettre en avant la violence zadiste, s'agace Florent, il faudrait *«se poser la question de savoir pourquoi se développe cette radicalité».*

Florent Compain l'assure : *«Le sentiment d'injustice et la répétition des humiliations face aux forces de l'ordre poussent à la radicalisation car, pour beaucoup, et de plus en plus de jeunes, c'est le seul moyen de créer un rapport de force face à des politiques qui donnent l'impression d'obéir aux multinationales.»* C'est ainsi qu'on peut très bien militer à Attac ou Greenpeace, et revêtir parfois une capuche noire pour aller défier les forces de l'ordre dans des actions de Black Blocs.

Voisinage. Attaquer ou se défendre à coup de jets de pierre ou de cocktail Molotov, détruire des vitrines de banques ou de multinationales, symbole d'un capitalisme honni : les frontières peuvent être floues, sinon fluides. *«Le vandalisme de mobilier urbain, ce n'est pas nous, ce sont de simples casseurs, comme il y en a dans plein de manifs»*, dit un partisan de l'attaque des symboles du système. *«Il n'y a pas les gentils Bisounours d'un côté, qui se déguisent en arbres vivants, et les méchants masqués, qui caillaissent des flics : ce raisonnement simpliste tient de la construction médiatique»*, résume néanmoins un anarcho-libertaire. Les

Amis de la Terre ont assuré, après la mort de Rémi Fraisse, jeune botaniste de 21 ans : *«Les casseurs sont ceux qui détruisent les espaces écologiques à protéger et non pas Rémi Fraisse, ni aucun de ceux qui s'y opposent.»*

Les Zadistes ? Ils ne détestent rien tant que d'être *«étiquetés», «caricaturés», «dénaturés».* La jonction avec le monde paysan, comme avec des «orgas» classiques, *«tient la route»*, souffle l'un d'eux. Une autre, encore une Camille, résume : *«Les expulsions de l'opération César en octobre 2012 ont montré aux associations citoyennes que les clivages violence/non-violence s'effaçaient devant la solidarité et l'efficacité d'une résistance physique à la police, que les divers modes de résistance servaient la lutte.»* Même la manif du 22 février à Nantes, *«où l'accent a été mis sur la casse*, ajoute une zadiste, *n'a pas divisé le mouvement, malgré les efforts du préfet, des ministres et des politiques locaux».«Alors qu'il y a eu trois personnes qui ont perdu un œil à cause de flash-balls»,* précise une autre, *«et 520 tracteurs et 40 000 personnes»*.

Les occupants assurent tout faire pour maintenir de bonnes relations avec le voisinage. *«Quoi qu'il arrive, on va continuer à vivre ici*, illustre Victoria Xardel, au Testet. *On a besoin de continuer à se parler.»* Le message n'est pas toujours facile à faire entendre dans cet *«archipel de petits groupes»*, cet écosystème de milieux sociaux divers (étudiants, chômeurs, anciens salariés, jeunes paumés), cette constellation de groupes, hackers, clowns activistes, anars. *«Mais aussi anticapitalistes, antifa, vegan, féministes»,* décrit Aurélien. *«Et adeptes de la préservation des surfaces agricoles, naturalistes, antispécistes, amoureux des arbres»*, ajoute un autre. Des trajectoires mouvantes, qui circulent parfois d'une ZAD à l'autre, pour quelques jours, quelques semaines, avant de retourner à une vie *«normale».* Ou pas.

«Babylone». A Notre-Dame-des-Landes, la vie de cette communauté très souvent en mouvement de plusieurs centaines de personnes s'organise autour d'AG permanentes, où l'on débat des initiatives à prendre et de la vie collective. Mais pas question d'imposer quoi que ce soit. L'autogestion prime. *«Le conflit crée le débat,* espère Camille. *L'idée de cet endroit, c'est tendre vers la compréhension de chacun.»* Lui est passé à plusieurs reprises par NDDL avant de venir s'installer à Sivens : *«Il y avait du monde sur place et je n'étais pas encore prêt à habiter sur une ZAD.»* Comme beaucoup, il a décidé de quitter la *«société marchande»* à laquelle il a longtemps participé, comme maître d'hôtel. *«Le jeu était faussé.»* Cette société normative dont les zadistes ne veulent plus, ils l'appellent *«Babylone»*. Ils jugent que la démocratie représentative est une *«mascarade»*, brûlent parfois leur carte d'électeurs, dénoncent le *«productivisme»*, le *«culte des choses inutiles»*. *«A NDDL, j'ai participé à la radio pirate, cultivé des champs, construit des fours et des cabanes»*, détaille un jeune qui dit s'appeler *«vraiment Camille». «Je veux apprendre à me servir de mes dix doigts et arrêter le superflu.»* Un autre y cherche un *«écosystème»* proche de la nature, *«où toute méthode d'autorité et de violence est proscrite»*.

La violence, justement, est un débat récurrent entre les zadistes. Tous se disent victimes de la *«violence d'Etat».* Ils racontent avec la même indignation les *«humiliations»* subies, le *«harcèlement»* des forces de l'ordre qui insultent, frappent, brûlent les affaires. Comment y répondre ? Au Testet, Camille estime que la confrontation physique du week-end dernier n'était pas indispensable - *«elle ne l'est jamais».* Pour freiner l'avancée des travaux, il aurait voulu que des centaines de militants «*occupent pacifiquement les arbres, mais on n'était pas assez nombreux.»* D'autres refusent de toujours de *«tendre l'autre joue».* A chacun, de se joindre - ou non - aux Blacks Blocs, mode d'action qui accepte et/ou cherche la confrontation directe. Mais *«toujours tolérer les autres formes de résistance». «Le modèle, en France, si on veut avoir bonne presse, c'est la lutte sociale pacifiste»,* regrette Victoria. Elle prône une *«action directe intelligente» : «S'enterrer sur le chemin des engins de travaux, faire des barricades, des tours.»* Et balaye, une fois de plus, la distinction entre *«gentils opposants et méchants casseurs».* Pour elle, cet ensemble est mouvant. *«Cela oscille en fonction du moment, de l'humeur, de l'attitude en face.»* Aurélien approuve : *«Rémi Fraisse était non-violent, mais il a été pris dans une tension en se rendant compte que l'Etat de droit est un mensonge.»* Et de s'interroger : *«Jeter des pierres et des canettes sur des Robocops, est-ce vraiment de la violence ?»*

Palettes. La suite ? Dans la vallée du Tescou, Certains souhaiteraient s'installer de manière durable, viser *«l'autosubsistance», «transmettre les savoirs».* D'autres voudraient plutôt *«rendre le lieu à la nature»*. A NDDL, les «Sème ta ZAD», lancé en avril 2013 pour la culture de parcelles collectives, est désormais une assemblée hebdomadaire qui tente *«d'inventer l'avenir». «L'Acipa envisage une "zone d'expérimentation" avec le Larzac en mémoire, nous une ZAD pour Zone d'autonomie définitive, et il n'est pas question d'aller s'installer ailleurs»,* résume Camille. Une porte-parole l'assure, *«on vit ensemble, on n'a pas envie de*

changer de voisins, même si on aime beaucoup certains, d'autres pas trop. C'est naturel. On construit en dur, socialement et physiquement. On va en faire une zone logistique de soutien à d'autres luttes, de production vivrière pour nous, pour des cantines populaires ailleurs, en soutien aux migrants à Calais ou à d'autres zones plus que jamais en lutte, comme le Testet.»

Les ZAD attirent aussi désormais des gars que rien n'y prédestinait. Comme Hugo, venu d'Albi avec sa vieille bagnole brinquebalante, le coffre chargé de palettes. Il n'a appris l'existence du Testet qu'il y a quatre jours lors d'une manifestation devant la préfecture du Tarn. *«J'avais plutôt une bonne opinion des forces de l'ordre, mais ils ont agi comme si les gens étaient des terroristes. J'ai regardé des vidéos sur Internet et je pense que les zadistes défendent une noble cause. Ils travaillent dur, bénévolement. J'ai décidé de les aider.»*

Tout comme les paysans locaux, et ce, depuis le début. Eux apportent leur soutien logistique et leur expérience des luttes politiques aux zadistes. En fournissant de la nourriture et du matériel au cœur de l'hiver, en multipliant des barrages de tracteurs pour protéger les habitations de fortune des squatteurs… En s'investissant, aussi, dans des projets à plus long terme, comme lorsqu'ils ont participé au lancement d'un jardin maraîcher visant à nourrir ceux de la ZAD.

A Sivens, si certains agriculteurs soutiennent le projet de barrage (*Libération* du 30 octobre), d'autres le jugent inutile. Tel Rémi Serres, juché sur son tracteur. A 75 ans, il se présente comme un *«repenti de l'agriculture productiviste». «J'ai fait la guerre d'Algérie, mais j'ai sûrement tué plus de gens avec les pesticides et insecticides que j'ai mis dans mes champs.»* Quand les forces de l'ordre sont arrivées sur le site, début septembre, il a tenté de leur barrer la route avec tracteur et bœufs, sans trop de succès. *«Aujourd'hui, j'apporte de la nourriture aux zadistes, je pousse de la terre avec mon tracteur, ça leur évite quelques coups de pioche»*. Ces jeunes, Rémi *«les admire, les embrasse» : «Ils veulent changer la société. Ils ont raison.»*

Divergences. Les rapports avec les «occupants» de la ZAD sont parfois mouvementés : mais ce qui les rassemble est plus fort que ce qui les oppose. *«Malgré des engueulades parfois sévères, les confrontations sont enrichissantes, chacun entend les positions, les modes d'action de l'autre et les respecte*», raconte Vincent Delabouglise, du collectif de paysans Copain. Il dit aussi : *«Dans les résistances aux expulsions, les occupations de fermes, les différences sont plus facilement lissées face à l'objectif et l'intérêt évident de la cohésion. En ce moment, on discute du devenir des terres, l'ennemi est plus loin*». Il ne nie pas les divergences entre les groupes, loin de là. *«Les dissensions prennent plus d'importance entre ceux qui sont pour une lutte frontale contre le système, la propriété, et qui sont systématiquement contre l'Etat, l'autorité, et nous qui voulons développer des projets agricoles en maintenant le contact avec les instances agricoles, les réunions à la chambre d'agriculture.»*

Tous l'assurent, ou presque : *«Il y a une confiance mutuelle même si c'est toujours relativement fragile.*» «*Méfiants au départ, les paysans et associatifs ont reconnu la détermination, le courage même des occupants vivant dans des conditions précaires*, assure Thierry Gauchet, apiculteur à la retraite près de Nantes. Et même en n'étant pas forcément d'accord, ces «historiques» ont été *«obligés de reconnaître que c'est vachement efficace, cette résistance face aux forces de l'ordre. S'ils n'avaient pas été là, la forêt aurait été ratiboisée, comme au Testet.»* Certains occupants ont donné des coups de main à la traite des vaches quand des paysans étaient à des manifs - *«on a appris à se connaître»*.

Un militant le martèle : *«Même s'ils dénigrent les études et les contre-expertises associatives, les partisans de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes tentent de les considérer comme respectables, pour tenter une distinction avec les zadistes qui, eux, ne seraient pas respectables, avec qui on ne peut pas et on ne doit pas discuter. Mais la division ne marche pas. Zadistes et associations mesurent très bien et préservent leurs intérêts réciproques. Il y a un grand respect, malgré les points d'entrée différents dans la lutte…»* Un autre éleveur l'assure : *«Certains des occupants sont en pleine utopie, arrivant comme s'ils étaient dans une zone vide, où seules leurs règles importeraient. Mais on trouve des solutions»*. Et on rêve à voix haute d'autonomie durable.

Christian LOSSON, Nicolas de LA CASINIÈRE (à Nantes) et Sylvain MOUILLARD (à Sivens)

****

31.10.2014 **«Le même drame, aussi lamentable»**

TRIBUNE

«Libération» publie une tribune de Paul Michalon, enseignant, frère de Vital, tué en 1977 à Creys-Malville par une grenade offensive lors d'une mobilisation écologiste.

Malville-Sivens… on recommence. Je me souviens de cette immense procession sous une pluie morne, des cirés multicolores, et, malgré tout, de cet élan qui nous portait vers le site comme un des grands buts de notre jeunesse. Je me souviens de l'hélicoptère blanc du préfet Jannin qui tournoyait, surveillant tout, recevant et donnant certainement des ordres. Je me souviens du pré auquel les premiers milliers de marcheurs ont accédé, les autres restant bloqués sur d'étroits chemins, résultat d'une habile stratégie militaire…

Je me souviens des quelques excités, peu nombreux en vérité, tenant le devant de la scène au bas du pré. Et rapidement les tirs de grenades à cadence rapide, au bruit, au souffle ou aux gaz insupportables. Puis les fusils passant à l'horizontal. Je me souviens de Manfred Schultz, main arrachée par un de ces projectiles qu'il avait eu l'imprudence de vouloir relancer, puis de Michel Grandjean, transporté en hâte, hurlant avec son pied déchiqueté. Et du brigadier Touzeau, avant-bras explosé par la grenade qu'il allait nous envoyer - mais qu'il avait tardé à lancer. Et bien sûr, je me souviens de mon cher frère Vital, perdu de vue dans le brouillard des lacrymogènes et dont j'ai dû peu après reconnaître le corps à la mairie de Morestel.

Mutisme. Je me souviens que l'on ne nous a jamais rendu le ciré qu'il portait, que l'autopsie a conclu à une *«explosion»* sans plus s'avancer, et le procès à un *«non-lieu» ;* de l'énorme scandale qui s'ensuivit, du quasi-mutisme du gouvernement - celui-ci chargeant le médiateur de la République de prononcer quelques mots de condoléances - ; et même de l'incroyable déploiement policier lors des funérailles de notre frère, comme si *«l'ennemi de l'intérieur»* - voire celui de l'étranger, Jannin tonnant contre les manifestants *«boches»* revenant occuper la région, mais si ! - était encore à craindre.

Et puis je me souviens des socialistes montant au créneau, l'occasion étant trop belle d'envoyer des bonnes salves au pouvoir giscardien… mais refusant de s'associer à nous, la famille, pour demander une loi interdisant l'usage d'armes de guerre (dont les grenades offensives) contre une manifestation - on ne sait jamais… C'était il y a bien longtemps, trente-sept ans, à Creys-Malville.

Ignorance. Aujourd'hui, sur le site de Sivens, le même drame se reproduit à l'identique, tout aussi lamentable. Je ne connais pas Rémi Fraisse mais imagine très bien ce que sa famille ressent, et dont nous nous sentons soudain si proches. Voilà où mène l'ignorance, voire le mépris, au plus haut niveau, des questions environnementales et de l'indispensable réflexion de fond, collective et démocratique, qu'elles imposent chaque jour davantage. Les citoyens moyens sont beaucoup plus en avance que leurs élus ! Voilà où mènent les vieux réflexes de *«maintien de l'ordre»* par la violence d'Etat, et la mise en branle de matériel de guerre contre des manifestants - fussent-ils agités. Voilà où mène l'obsession de la conquête du pouvoir sans vraie réflexion sur ce que l'on en fera. Froncer les sourcils, faire de viriles déclarations et envoyer la troupe n'est toujours pas une politique.

Et quel beau message à destination de *«la jeunesse, priorité du quinquennat»* ! Depuis Malville et d'autres drames similaires, les *«socialistes»* n'ont rien appris, rien compris, confirmant l'adage désabusé des historiens : *«La seule chose que l'Histoire nous apprend, c'est qu'elle ne nous apprend rien.»*

****

29.10.14 [Anarnantes] **Comment est mort Rémi ? Qu'est ce qu'une grenade « offensive »**

Message issu de "Pierre Douillard-Lefevre"

<pierre.douillard.lefevre@gmail.com>

Comment est mort Rémi ?

Courtes explications à l'usage de tou-te-s celles et ceux qui veulent en savoir plus sur les armes de la police, comprendre comment est mort Rémi

Qu'est ce qu'une grenade « offensive » ?
Les flics font usage de deux types de grenades explosives lors du maintien de l'ordre, souvent confondues par les manifestant-e-s :
- Les grenade dites de « désencerclement », officiellement Dispostif Ballistique de Désencerclement. Elles projettent 18 projectiles en caoutchouc sur plusieurs mètres de diamètres en explosant et peuvent également projeter des débris en fer.
- Les grenades dites « assourdissantes », ou « offensives » dans les médias. Plus puissantes que les premières, elles provoquent un effet de souffle, un effet sonore très intense, mais ne sont pas conçue pour envoyer des projectiles. Elles dégagent également un peu de lacrymogène concentré. Il n'est néanmoins pas rare qu'elles projettent des éclats de plastique, de fer, ou même qu'elle détachent des morceaux de sol en explosant. Techniquement cette grenade s'appelle GLI F4. Il s'agit, selon les informations qui nous parviennent, ce type de grenade qui a tué Rémi.
Ces grenades sont toutes deux conçues par le fabriquant français LACROIX-ALSETEX
Elles peuvent être lancées à la main ou par des lanceurs (deux modèles de lanceurs existent, le Chouka ou le Cougar) qui peuvent projeter des munitions à 50, 100 ou 200 mètres.

Bien que cela soit interdit, il n'est pas rare qu'une grenade soit envoyée en tir tendu à hauteur d'homme. C'est probablement ce qui est arrivé à Rémi, pour qu'il soit atteint dans le haut du dos. On laisse à chacun imaginer les dommages gravissimes provoqués d'une part par le choc d'un projectile lancé par un de ces lanceurs ajouté à l'explosion de la grenade quand elle atteint un corps humain.
Pour plus de précisions techniques :

http://zad.nadir.org/IMG/pdf/ARMEMENTSPOLICE_A3.pdf

Concrètement, qu'est-ce que font ces grenades « offensives » (GLI F4) en explosant ?
Voici l'explosion d'une grenade GLI F4 lancée sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, filmée de très très près : https://www.youtube.com/watch?v=-iT6lmtxq1w#t=6m30s

Les flics et leur hiérarchie ont allègrement menti dans les médias en affirmant n'avoir lancé « qu'une seule grenade » lors des évènements du Testet. Une vidéo du groupe GROIX durant 29" et intitulée « Terreur (d'État) au Testet » montre le contexte, l'ambiance de la manifestation du 25 octobre suite à laquelle Rémi a perdu la vie. On peut-y repérer distinctement et à plusieurs reprises des explosions de grenades, leur son, leur souffle, leurs effets.
La voici (cliquer sur le lien) : https://www.youtube.com/watch?v=9n4BWYNcFrk

Analyse :
D'abord on note que la manif est assez calme, les affrontements sont quasi-inexistants, éventuellement de très basse intensité à la toute fin de la vidéo. Pour cause, les opposant-e-s, en retrait, situés à plusieurs dizaine de mètres des forces de l'Ordre (gendarmes et CRS), reçoivent de nombreuses salves de grenades en tout genre tout au long du face à face.

- Au début de la vidéo, les différents envois de lacrymogènes provoquent des débuts d'incendies dans l'herbe qui reste.
- A 12'40", on repère une explosion de grenade GLI F4, probablement envoyée par un lanceur. Une deuxième explosion est clairement visible à 12'56". A 14'35" une personne est blessée par une de ces mêmes grenades envoyée dans un groupe d'opposant-e-s, et doit être évacuée par plusieurs manifestants.
https://www.youtube.com/watch?v=9n4BWYNcFrk#t=14m35
- A 16'05", un opposant que l'on peut qualifier de « pacifique » prévient les gendarmes : « vous allez faire deux ou trois morts ». Quelques heures plus tard, Rémi mourait.
- A 20'18" la même énorme détonation et la fumée sombre caractéristique de ces grenades. On voit que le souffle porte sur un périmètre de plusieurs mètres.
https://www.youtube.com/watch?v=9n4BWYNcFrk#t=20m18s
- A 25'14" et 25'23", deux explosions de grenades coup sur coup, visant la même petite grappe d'opposants isolés.
https://www.youtube.com/watch?v=9n4BWYNcFrk#t=25m14s
- A 27'02" au centre du terre plein, on peut voir et entendre de façon très précise la déflagration de cette arme qui résonne dans toute la vallée.
https://www.youtube.com/watch?v=9n4BWYNcFrk#t=27m02s
Ces exemples (au moins huit formellement identifiés en quelques minutes) illustrent la puissance des explosions de ces armes policières et la porté que peuvent avoir ces grenades propulsées par les lanceurs. Rémi en a peut-être reçue une en tir tendu...
Chacun peut constater en voyant de telles déflagrations, que de telles armes peuvent tuer. Des « professionnels du maintien de l'ordre » le savent pertinemment.

Ils ont tiré pour tuer.
Maintenant que vous savez, partagez, expliquez autour de vous. ? Et surtout, protégez vous face aux armes de la police.

_____
Anarnantes mailing list
Anarnantes@boum.org
https://mailman.boum.org/listinfo/anarnantes

****